



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENÈVE

ÉCOLE HÔTELIÈRE GENÈVE

Contrat de prestations 2026-2029

entre

- **La République et canton de Genève (l'Etat de Genève)**

représentée par

Madame Anne Hiltpold, conseillère d'Etat chargée du département
de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (le
département),

d'une part

et

- **GastroSuisse pour l'Ecole Hôtelière de Genève**

ci-après désignée EHG

représentée par

Monsieur Beat Imhof, Président de GastroSuisse et
Madame Susanne Welle, Directrice de l'EHG

d'autre part

TITRE I - Préambule

Introduction

1. Conformément à la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF), du 15 décembre 2005, le Conseil d'Etat de la République et canton de Genève, par voie du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse, entend mettre en place des processus de collaboration dynamiques, dont les contrats de prestations sont les garants. Le présent contrat de prestations est établi conformément aux articles 11 et 21 de la LIAF.

But des contrats

2. Les contrats de prestations ont pour but de :

- déterminer les objectifs visés par l'indemnité;
- préciser le montant et l'affectation de l'indemnité consentie par l'Etat ainsi que le nombre et l'échéance des versements;
- définir les prestations offertes par l'EHG ainsi que les conditions de modification éventuelles de celles-ci;
- fixer les obligations contractuelles et les indicateurs de performance relatifs aux prestations.

Principe de proportionnalité

3. Les parties tiennent compte du principe de proportionnalité dans l'élaboration du contrat en appréciant notamment :

- le niveau de financement de l'Etat par rapport aux différentes sources de financement de l'EHG;
- l'importance de l'indemnité octroyée par l'Etat;
- les relations avec les autres instances publiques.

Principe de bonne foi

4. Les parties s'engagent à appliquer et à respecter le présent contrat et les accords qui en découlent avec rigueur et selon le principe de la bonne foi.

TITRE II - Dispositions générales

Article 1

*Bases légales,
réglementaires et
conventionnelles*

Les bases légales, réglementaires et conventionnelles relatives au présent contrat de prestations sont :

- la loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr), du 13 décembre 2002 (412.10);
- l'ordonnance sur la formation professionnelle (OFPr) du 19 novembre 2003 (412.101);
- l'ordonnance du DEFR concernant les conditions minimales de reconnaissance des filières de formation et des études postdiplômes des écoles supérieures (OCM ES), du 11 septembre 2017 (412.101.61);
- l'accord intercantonal sur les contributions dans le domaine des écoles supérieures (AES), du 22 mars 2012 (C 1 36);
- la loi sur la formation professionnelle (LFP), du 15 juin 2007 (C 2 05);
- le règlement d'application de la loi sur la formation professionnelle (RFP), du 17 mars 2008 (C 2 05.01);
- la loi sur l'information et l'orientation scolaires et professionnelles (LIOSP), du 15 juin 2007 (C 2 10);
- le règlement d'application de la loi sur l'information et l'orientation scolaires et professionnelles (RIOSP), du 10 mars 2008 (C 2 10.01);
- la loi sur la formation continue des adultes (LFCA), du 18 mai 2000 (C 2 08);
- le règlement d'application de la loi sur la formation continue des adultes (RFCA), du 13 décembre 2000 (C 2 08.01);
- la loi sur l'instruction publique (LIP), du 17 septembre 2015 (C 1 10);
- le règlement d'application de la loi sur la formation professionnelle (RFP), du 17 mars 2008 (C 2 05.01);
- la loi sur l'information et l'orientation scolaires et professionnelles (LIOSP), du 15 juin 2007 (C 2 10);
- le règlement d'application de la loi sur l'information et l'orientation scolaires et professionnelles (RIOSP), du 10 mars 2008 (C 2 10.01);
- la loi sur la formation continue des adultes (LFCA), du 18 mai 2000 (C 2 08);
- le règlement d'application de la loi sur la formation continue des adultes (RFCA), du 13 décembre 2000 (C 2 08.01);
- la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat (LGAF), du 4 octobre 2013 (D 1 05);
- la loi sur la surveillance de l'Etat (LSurv), du 13 mars 2014 (D 1 09);

- la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF), du 15 décembre 2005 (D 1 11);
- le règlement d'application de la loi sur les indemnités et les aides financières (RIAF), du 20 juin 2012 (D 1 11 01);
- la loi générale sur l'égalité et la lutte contre les discriminations (LED), du 23 mars 2023 (A 2 90) et les lois sectorielles qui en découlent;
- les statuts de l'EHG.

Article 2

Cadre du contrat

Le présent contrat s'inscrit dans le cadre du programme public F02 "Enseignement secondaire II et formation continue".

Article 3

Bénéficiaire

1. L'EHG est une institution de GastroSuisse, dont le but est de défendre et de promouvoir pleinement les idéaux et les intérêts économiques et politiques de la profession, en étroite collaboration avec les organisations de cafetiers, restaurateurs et hôteliers et de leurs membres sur le plan national dans tous les domaines qui les concernent. L'EHG est séparée juridiquement du restaurant.
2. Le but de l'EHG est de former des cadres aptes à assumer des fonctions à responsabilité dans les domaines de la restauration et de l'hôtellerie.
3. L'EHG est certifiée « eduQua » depuis 2003. Cette certification est renouvelée conformément aux exigences respectives du label.

Titre III - Engagement des parties

Article 4

Prestations attendues du bénéficiaire

1. L'EHG s'engage à fournir les prestations suivantes :

- délivrer un diplôme ES dans le domaine de l'hôtellerie et restauration selon un cursus généraliste et un cursus professionnel. Le cursus généraliste se compose de 5'400 périodes de cours théoriques et pratiques et le cursus professionnel de 3'600 périodes de cours théoriques et pratiques;
- dispenser plus de 115'000 heures de cours durant la durée du contrat de prestations;
- former durant la durée du contrat de prestations pour les deux cursus confondus 284 étudiants genevois en préparation du diplôme ES dans le domaine de l'hôtellerie et de la restauration
- compléter en totalité tous les deux ans le relevé des coûts ES dans les délais impartis;
- déployer toutes les recommandations du Service d'Audit Interne (SAI) et de la Cour des Comptes (CdC) dans les délais mentionnés dans les différents rapports;
- soutenir et valoriser l'apprentissage dans le canton de Genève en formant un des apprenti-s AFP ou CFC dans une proportion d'au minimum 4% par rapport à son effectif total d'ETP salariés administratifs.

L'EHG a entrepris des actions de promotion auprès des genevois et a diminué leurs écolages afin que les inscriptions de genevois à l'EHG augmentent dans le futur. L'EHG s'engage à maintenir des écolages identiques pour les étudiants genevois et pour les étudiants suisses dont les cantons sont signataires de l'accord intercantonal sur les contributions dans le domaine des écoles supérieures (AES) ainsi que de maintenir ces écolages à des tarifs inférieurs à ceux des écolages des étudiants étrangers.

2. Est considérée comme genevoise pour l'EHG toute personne confédérée ou au bénéfice d'un permis C contribuable à Genève.

3. L'EHG s'engage à suivre le plan d'action annuel convenu avec l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue dans le cadre de la politique de l'apprentissage de l'Etat de Genève, dont le suivi et le pilotage sont effectués en collaboration avec le département de tutelle.

Article 5

Engagements financiers de l'Etat

1. L'Etat de Genève, par l'intermédiaire du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse, s'engage à verser à l'EHG une indemnité, sous réserve de l'accord du Grand Conseil dans le cadre de l'approbation annuelle du budget. Cette indemnité recouvre tous les éléments de charge en lien avec l'exécution des prestations prévues par le présent contrat.
2. L'indemnité n'est accordée qu'à titre conditionnel (article 25 LIAF). Les montants peuvent être modifiés par décision du Conseil d'Etat si, dans le cadre du vote du budget annuel, l'autorisation de dépense n'est pas octroyée ou ne l'est que partiellement.
3. Les montants engagés sur quatre années sont les suivants :
 - 2026 : 878'401 francs
 - 2027 : 878'401 francs
 - 2028 : 878'401 francs
 - 2029 : 878'401 francs
4. Le versement des montants ci-dessus n'intervient que lorsque la loi de ratification est exécutoire.
5. L'EHG bénéficie, à l'adresse Avenue de la Paix 12, d'un droit de superficie correspondant à une indemnité non monétaire valorisée à 45'936 francs. Ce montant peut être réévalué chaque année.

Article 6

Plan financier pluriannuel

Un plan financier quadriennal pour l'ensemble des prestations de l'EHG figure à l'annexe 3. Ce document fait ressortir avec clarté l'intégralité des sources de financement espérées, qu'elles soient publiques ou privées, ainsi que la totalité des dépenses prévisibles par type de prestations.

Article 7

Rythme de versement de l'indemnité

1. L'indemnité est versée chaque année par tranches mensuelles.
2. En cas de refus du budget annuel par le Grand Conseil, les paiements sont effectués selon le principe des douzièmes provisoires, conformément à l'article 42 de la LGAF.

Article 8

Conditions de travail

1. L'EHG est tenue d'observer les lois, règlements et les conventions collectives applicables en matière notamment de salaire, d'horaire de travail, d'assurance et de prestations sociales.
2. L'EHG est tenue en outre de respecter les principes fixés par la LED et les lois sectorielles qui en découlent et de sensibiliser son personnel au respect de ces principes
3. L'EHG tient à disposition du département son organigramme, le cahier des charges du personnel, une description de ses conditions salariales et de travail, ainsi que tous autres renseignements permettant de démontrer le respect des principes généraux d'égalité et d'interdiction des discriminations directes ou indirectes, conformément à l'article 12 de la LIAF.

Article 9

Développement durable

L'EHG s'engage à ce que les objectifs qu'elle poursuit et les actions qu'elle entreprend s'inscrivent dans une perspective de développement durable, conformément à la loi sur l'action publique en vue du développement durable (Agenda 21) (LDD), du 12 mai 2016 (A 2 60).

Article 10

Système de contrôle interne

L'EHG s'engage à mettre en place et à maintenir un système de contrôle interne adapté à ses missions et à sa structure dans le respect de l'article 3, alinéa 4 de la LGAF.

Article 11

Suivi des recommandations du service d'audit interne

L'EHG s'engage à respecter les recommandations figurant dans les rapports du service d'audit interne et à mettre en œuvre dans le délai indiqué par le département de tutelle les mesures correctrices qui ne sont pas contestées ou qui ont fait l'objet d'une décision au sens de l'article 17 de la LSurv.

Article 12

Reddition des comptes et rapports

L'EHG, en fin d'exercice comptable mais au plus tard 4 mois après la date de clôture du dernier exercice, fournit au département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse :

- ses états financiers établis conformément aux normes Swiss GAAP RPC et révisés;
- le rapport de l'organe de révision;
- la liste détaillée des périodes de cours dispensées durant l'année concernée.

En fin d'exercice comptable mais au plus tard le 30 juin de l'exercice suivant, l'EHG fournit au département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse :

- un rapport d'exécution du contrat reprenant les objectifs et les indicateurs figurant dans le tableau de bord;
- son rapport d'activité;
- l'extrait de procès-verbal d'approbation des états financiers par GastroSuisse.

Dans ce cadre, l'EHG s'engage à respecter les règlements et directives qui lui sont applicables, notamment :

- * règlement d'application de la loi sur les indemnités et les aides financières (RIAF), du 20 juin 2012;
- * directive transversale de l'Etat EGE-02-04 relative à la présentation et révision des états financiers des entités subventionnées;
- * directive transversale de l'Etat EGE-02-07 relative au traitement des bénéficiaires et des pertes des entités subventionnées.

Article 13

Traitement du résultat

1. Au terme de l'exercice comptable, pour autant que les prestations financées aient été fournies conformément au contrat, le résultat annuel établi conformément à l'article 12 est réparti entre l'Etat de Genève et l'EHG selon la clé figurant à l'alinéa 4 du présent article.
2. Une créance reflétant la part restituable à l'Etat est constituée dans les fonds étrangers de l'EHG. Elle s'intitule « Part du résultat restituer à l'échéance du contrat ». La part conservée par l'EHG est comptabilisée dans un compte de réserve spécifique intitulé « Part du résultat à conserver » figurant dans ses fonds propres.
3. Pendant la durée du contrat, les éventuelles pertes annuelles sont également réparties selon la clé figurant à l'alinéa 4 du présent article et sont déduites de la créance jusqu'à concurrence du solde disponible et du compte de réserve spécifique.

4. L'EHG conserve 89% de son résultat annuel. Le solde revient à l'Etat.
5. A l'échéance du contrat, le département procède à l'analyse de la situation financière de l'entité et à la détermination de l'éventuel montant à restituer. Il peut renoncer à une partie du résultat lui revenant en application des critères de l'article 19, alinéas 2 et 3 du RIAF. Le Conseil d'Etat ou le département notifie à l'EHG la décision relative à la restitution du résultat en fonction des seuils fixés à l'article 20, alinéas 3 et 4 du RIAF.
6. A l'échéance du contrat, l'EHG assume ses éventuelles pertes reportées.

Article 14

Bénéficiaire direct

Conformément à l'article 14, alinéa 3 de la LIAF, l'EHG s'engage à être le bénéficiaire direct de l'indemnité. Elle ne procédera à aucune redistribution sous forme de subvention à des organismes tiers.

Article 15

Communication

1. Toute publication, campagne d'information ou de communication lancée par l'EHG auprès du public ou des médias en relation avec les prestations définies à l'article 4, doit faire mention de la République et canton de Genève en tant que subventionneur.
2. Le département aura été informé au préalable des actions envisagées.

Titre IV - Suivi et évaluation du contrat

Article 16

Objectifs, indicateurs, tableau de bord

1. Les prestations définies à l'article 4 du présent contrat sont évaluées par le biais d'objectifs et d'indicateurs.
2. Ces indicateurs mesurent le nombre de prestations rendues, leur qualité (satisfaction des destinataires), leur efficacité (impact sur le public-cible) ou leur efficience (amélioration de la productivité).
3. Dans le respect du principe de proportionnalité, les indicateurs définis sont utiles, facilement mesurables et établis en lien avec la pratique de terrain.
4. Le tableau de bord, établissant la synthèse des objectifs et indicateurs, figure en annexe 1 du présent contrat. Il est réactualisé chaque année.

Article 17

Modifications

1. Toute modification au présent contrat doit être négociée entre les parties, sous réserve des dispositions de l'article 5 "Engagements financiers de l'Etat", et sous réserve des dispositions de la loi de ratification qui ne peuvent être modifiées.
2. En cas d'événements exceptionnels et préteritant la poursuite des activités de l'EHG ou la réalisation du présent contrat, les parties s'accordent sur les actions à entreprendre.
3. Ces événements doivent être signalés dans les plus brefs délais au département.

Article 18

Suivi du contrat

1. Les parties au présent contrat mettent en place une commission de suivi qui se réunit au moins une fois par année ou à la demande d'une des deux parties. Cette commission a pour but de :
 - veiller à l'application du contrat;
 - évaluer les engagements par le biais du tableau de bord et du rapport d'exécution annuel établi par l'EHG;
 - permettre l'adaptation, la réorientation ou la redéfinition des conditions du contrat et de son tableau de bord.

2. Cette commission est composée du président de l'EHG, du secrétaire général de l'EHG, de la directrice générale de l'OFPC et du responsable financier de l'OFPC.
3. Ce dispositif est indépendant du processus de contrôle périodique prévu à l'article 22 de la LIAF.

Titre V - Dispositions finales

Article 19

Règlement des litiges

1. Les parties s'efforcent de régler à l'amiable les différends qui peuvent surgir dans l'application et l'interprétation du présent contrat.
2. En cas d'échec, elles peuvent recourir d'un commun accord à la médiation.
3. A défaut d'un accord, le litige peut être porté devant la Chambre administrative de la Cour de justice du canton de Genève.

Article 20

Résiliation du contrat

1. Le Conseil d'Etat peut résilier le contrat et exiger la restitution de tout ou partie de l'indemnité lorsque :
 - a) l'indemnité n'est pas utilisée conformément à l'affectation prévue;
 - b) l'EHG n'accomplit pas ou accomplit incorrectement sa tâche malgré une mise en demeure;
 - c) l'indemnité a été indûment promise ou versée, soit en violation du droit, soit sur la base d'un état de fait inexact ou incomplet;
 - d) l'EHG ne respecte pas l'article 14A LIAF en dépit d'une mise en demeure;
 - e) une sanction au titre de l'article 13 de la loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir, du 17 juin 2005, est entrée en force à l'encontre de l'EHG.

La résiliation s'effectue dans un délai de deux mois, pour la fin d'un mois.

2. Dans les autres cas, le contrat peut être résilié par chacune des parties moyennant un préavis de 6 mois pour la fin d'une année.
3. Dans tous les cas, la résiliation s'effectue par écrit.

Article 21

Entrée en vigueur, durée du contrat et renouvellement

1. Le contrat entre en vigueur au 1^{er} janvier 2026, dès que la loi qui l'approuve devient exécutoire. Il est valable jusqu'au 31 décembre 2029.
2. Les parties conviennent d'étudier les conditions de renouvellement éventuel du contrat au moins douze mois avant son échéance.

Fait à Genève, le *24 mars 2026* en deux exemplaires originaux.

Pour la République et canton de Genève :

représentée par

Madame Anne Hiltbold
conseillère d'Etat chargée du département de l'instruction publique,
de la formation et de la jeunesse

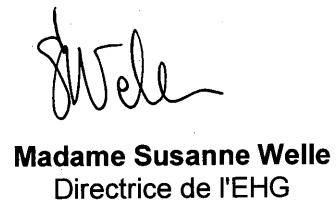


Pour l'EHG :

représentée par



Monsieur Beat Imhof
Président de GastroSuisse



Madame Susanne Welle
Directrice de l'EHG

Contrat de prestations 2026-2029

entre

- **La République et canton de Genève (l'Etat de Genève)**

représentée par

Madame Anne Hiltpold, conseillère d'Etat chargée du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (le département),

d'une part

et

- **L'Université Ouvrière de Genève**

ci-après désignée **UOG**

représentée par

Monsieur Michel Schweri, Président et
Monsieur Christophe Guillaume, Directeur des prestations et des relations extérieures

d'autre part

TITRE I - Préambule

Introduction

1. Conformément à la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF), du 15 décembre 2005, le Conseil d'Etat de la République et canton de Genève, par voie du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse, entend mettre en place des processus de collaboration dynamiques, dont les contrats de prestations sont les garants. Le présent contrat de prestations est établi conformément aux articles 11 et 21 de la LIAF.

But des contrats

2. Les contrats de prestations ont pour but de :

- déterminer les objectifs visés par l'aide financière;
- préciser le montant et l'affectation de l'aide financière consentie par l'Etat ainsi que le nombre et l'échéance des versements;
- définir les prestations offertes par l'UOG ainsi que les conditions de modification éventuelles de celles-ci;
- fixer les obligations contractuelles et les indicateurs de performance relatifs aux prestations.

Principe de proportionnalité

3. Les parties tiennent compte du principe de proportionnalité dans l'élaboration du contrat en appréciant notamment :

- le niveau de financement de l'Etat par rapport aux différentes sources de financement de l'UOG;
- l'importance de l'aide financière octroyée par l'Etat;
- les relations avec les autres instances publiques.

Principe de bonne foi

4. Les parties s'engagent à appliquer et à respecter le présent contrat et les accords qui en découlent avec rigueur et selon le principe de la bonne foi.

TITRE II - Dispositions générales

Article 1

*Bases légales,
réglementaires et
conventionnelles*

Les bases légales, réglementaires et conventionnelles relatives au présent contrat de prestations sont :

- la loi sur la formation professionnelle (LFP), du 15 juin 2007 (C 2 05);
- le règlement d'application de la loi sur la formation professionnelle (RFP), du 17 mars 2008 (C 2 05.01);
- la loi sur l'information et l'orientation scolaires et professionnelles (LIOSP), du 15 juin 2007 (C 2 10);
- le règlement d'application de la loi sur l'information et l'orientation scolaires et professionnelles (RIOSP), du 10 mars 2008 (C 2 10.01);
- la loi sur la formation continue des adultes (LFCA), du 18 mai 2000 (C 2 08);
- le règlement d'application de la loi sur la formation continue des adultes (RFCA), du 13 décembre 2000 (C 2 08.01);
- la loi sur l'intégration des étrangers (LIÉtr), du 28 juin 2001 (A 2 55);
- la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat (LGAF), du 4 octobre 2013 (D 1 05);
- la loi sur la surveillance de l'Etat (LSurv), du 13 mars 2014 (D 1 09);
- la loi sur les indemnités et les aides financières (LIAF), du 15 décembre 2005 (D 1 11);
- le règlement d'application de la loi sur les indemnités et les aides financières (RIAF), du 20 juin 2012 (D 1 11 01);
- la loi générale sur l'égalité et la lutte contre les discriminations (LED), du 23 mars 2023 (A 2 90) et les lois sectorielles qui en découlent;
- les statuts de l'UOG.

Article 2

Cadre du contrat

Le présent contrat s'inscrit dans le cadre du programme public F02 "Enseignement secondaire II et formation continue".

Article 3

Bénéficiaire

L'UOG est organisée en association conformément aux articles 60 et suivants du Code civil suisse et est reconnue d'utilité publique. Elle a pour but de développer une formation de base et continue, en priorité des personnes faiblement qualifiées, qui favorise leur intégration professionnelle, politique, sociale, économique et culturelle.

Pour atteindre ce but, elle organise des cours, séminaires, conférences, colloques, ateliers, forums ou toutes autres activités utiles.

L'UOG est certifiée eduQua depuis le 26 septembre 2003, cette certification a été renouvelée tous les trois ans conformément aux exigences eduQua.

Titre III - Engagement des parties

Article 4

*Prestations attendues
du bénéficiaire*

1. L'UOG s'engage à fournir les prestations suivantes :
 - acquisition de connaissances principalement en français et en mathématiques à l'exception des heures de cours pour les jeunes sans formation adressés par CAP Formations qui font l'objet d'un financement spécifique à la prestation;
 - sensibilisation à l'apprentissage et à la culture générale;
 - insertion et réinsertion pour les non-francophones arrivés récemment dans le canton, les chômeurs de longue durée et les personnes à l'assistance publique.
2. L'UOG s'engage à dispenser durant la durée du contrat 60'000 périodes de cours de base et de formation continue utiles professionnellement cités à l'annexe 1.
3. L'UOG s'engage à suivre le plan d'action annuel convenu avec l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue dans le cadre de la politique de l'apprentissage de l'Etat de Genève, dont le suivi et le pilotage sont effectués en collaboration avec le département de tutelle.

Article 5

*Engagements financiers
de l'Etat*

1. L'Etat de Genève, par l'intermédiaire du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse, s'engage à verser à l'UOG une aide financière, sous réserve de l'accord du Grand Conseil dans le cadre de l'approbation annuelle du budget. Cette aide financière recouvre tous les éléments de charge en lien avec l'exécution des prestations prévues par le présent contrat.
2. L'aide financière n'est accordée qu'à titre conditionnel (article 25 LIAF). Les montants peuvent être modifiés par décision du Conseil d'Etat si, dans le cadre du vote du budget annuel, l'autorisation de dépense n'est pas octroyée ou ne l'est que partiellement.

3. Les montants engagés sur quatre années sont les suivants :
- 2026 : 1'080'000 francs
 - 2027 : 1'080'000 francs
 - 2028 : 1'080'000 francs
 - 2029 : 1'080'000 francs
4. Le versement des montants ci-dessus n'intervient que lorsque la loi de ratification est exécutoire.

Article 6

Plan financier pluriannuel

Un plan financier quadriennal pour l'ensemble des prestations de l'UOG figure à l'annexe 3. Ce document fait ressortir avec clarté l'intégralité des sources de financement espérées, qu'elles soient publiques ou privées, ainsi que la totalité des dépenses prévisibles par type de prestations.

Article 7

Rythme de versement de l'aide financière

1. L'aide financière est versée chaque année par tranches trimestrielles.
2. En cas de refus du budget annuel par le Grand Conseil, les paiements sont effectués selon le principe des douzièmes provisoires, conformément à l'article 42 de la LGAF.

Article 8

Conditions de travail

1. L'UOG est tenue d'observer les lois, règlements et les conventions collectives applicables en matière notamment de salaire, d'horaire de travail, d'assurance et de prestations sociales.
2. L'UOG est tenue en outre de respecter les principes fixés par la LED et les lois sectorielles qui en découlent et de sensibiliser son personnel au respect de ces principes.
3. L'UOG tient à disposition du département son organigramme, le cahier des charges du personnel, une description de ses conditions salariales et de travail, ainsi que tous autres renseignements permettant de démontrer le respect des principes généraux d'égalité et d'interdiction des discriminations directes ou indirectes, conformément à l'article 12 de la LIAF.

Article 9

Développement durable L'UOG s'engage à ce que les objectifs qu'elle poursuit et les actions qu'elle entreprend s'inscrivent dans une perspective de développement durable, conformément à la loi sur l'action publique en vue du développement durable (Agenda 21) (LDD), du 12 mai 2016 (A 2 60).

Article 10

Système de contrôle interne L'UOG s'engage à mettre en place et à maintenir un système de contrôle interne adapté à ses missions et à sa structure dans le respect de l'article 3, alinéa 4 de la LGAF.

Article 11

Suivi des recommandations du service d'audit interne L'UOG s'engage à respecter les recommandations figurant dans les rapports du service d'audit interne et à mettre en œuvre dans le délai indiqué par le département de tutelle les mesures correctrices qui ne sont pas contestées ou qui ont fait l'objet d'une décision au sens de l'article 17 de la LSurv.

Article 12

Reddition des comptes et rapports L'UOG, en fin d'exercice comptable mais au plus tard 4 mois après la date de clôture du dernier exercice, fournit au département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse :

- ses états financiers établis conformément aux normes Swiss GAAP RPC et révisés;
- le rapport de l'organe de révision.

Au plus tard le 30 juin de l'exercice suivant, l'UOG fournit au département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse :

- un rapport d'exécution du contrat reprenant les objectifs et les indicateurs figurant dans le tableau de bord;
- son rapport d'activité;
- sa liste détaillée des heures de cours dispensées durant l'année concernée;
- le procès-verbal d'approbation des comptes par l'assemblée générale.

Dans ce cadre, l'entité s'engage à respecter les règlements et directives qui lui sont applicables, notamment :

- règlement d'application de la loi sur les indemnités et les aides financières (RIAF), du 20 juin 2012;
- directive transversale de l'Etat EGE-02-04 relative à la présentation et révision des états financiers des entités subventionnées;
- directive transversale de l'Etat EGE-02-07 relative au traitement des bénéfices et des pertes des entités subventionnées.

Article 13

Traitement du résultat

1. Au terme de l'exercice comptable, le résultat annuel établi conformément à l'article 12 est comptabilisé au bilan dans les fonds propres de l'entité, dans un compte intitulé « Résultat période 2026-2029 ».
2. L'UOG conserve 82% de son résultat cumulé bénéficiaire. Le solde est restituable à l'Etat, sous réserve des dispositions de l'alinéa 3.
3. A l'échéance du contrat et pour autant que les prestations financées aient été fournies conformément au contrat, le département procède à l'analyse de la situation financière de l'entité et à la détermination de l'éventuel montant à restituer. Il peut renoncer à une partie du résultat lui revenant en application des critères de l'article 19, alinéas 2 et 3 du RIAF.
4. Le Conseil d'Etat ou le département notifie à l'entité la décision relative à la restitution du résultat en fonction des seuils fixés à l'article 20, alinéas 3 et 4 du RIAF.
5. A l'échéance du contrat, l'UOG assume ses éventuelles pertes reportées.

Article 14

Bénéficiaire direct

Conformément à l'article 14, alinéa 3 de la LIAF, l'UOG s'engage à être le bénéficiaire direct de l'aide financière. Elle ne procédera à aucune redistribution sous forme de subvention à des organismes tiers.

Article 15

Communication

1. Toute publication, campagne d'information ou de communication lancée par l'UOG auprès du public ou des médias en relation avec les prestations définies à l'article 4, doit faire mention de la République et canton de Genève en tant que subventionneur.
2. Le département aura été informé au préalable des actions envisagées.

Titre IV - Suivi et évaluation du contrat

Article 16

Objectifs, indicateurs, tableau de bord

1. Les prestations définies à l'article 4 du présent contrat sont évaluées par le biais d'objectifs et d'indicateurs.
2. Ces indicateurs mesurent le nombre de prestations rendues, leur qualité (satisfaction des destinataires), leur efficacité (impact sur le public-cible) ou leur efficience (amélioration de la productivité).
3. Dans le respect du principe de proportionnalité, les indicateurs définis sont utiles, facilement mesurables et établis en lien avec la pratique de terrain.
4. Le tableau de bord, établissant la synthèse des objectifs et indicateurs, figure en annexe 1 du présent contrat. Il est réactualisé chaque année.

Article 17

Modifications

1. Toute modification au présent contrat doit être négociée entre les parties, sous réserve des dispositions de l'article 5 "Engagements financiers de l'Etat", et sous réserve des dispositions de la loi de ratification qui ne peuvent être modifiées.
2. En cas d'événements exceptionnels et préteritant la poursuite des activités de l'UOG ou la réalisation du présent contrat, les parties s'accordent sur les actions à entreprendre.
3. Ces événements doivent être signalés dans les plus brefs délais au département.

Article 18

Suivi du contrat

1. Les parties au présent contrat mettent en place une commission de suivi qui se réunit au moins une fois par année ou à la demande d'une des deux parties. Cette commission a pour but de :
 - veiller à l'application du contrat;
 - évaluer les engagements par le biais du tableau de bord et du rapport d'exécution annuel établi par l'UOG;
 - permettre l'adaptation, la réorientation ou la redéfinition des conditions du contrat et de son tableau de bord.

2. Cette commission est composée du président de l'UOG, du directeur des prestations et des relations extérieures de l'UOG, de la directrice générale de l'OFPC et du responsable financier de l'OFPC.
3. Ce dispositif est indépendant du processus de contrôle périodique prévu à l'article 22 de la LIAF.

Titre V - Dispositions finales

Article 19

Règlement des litiges

1. Les parties s'efforcent de régler à l'amiable les différends qui peuvent surgir dans l'application et l'interprétation du présent contrat.
2. En cas d'échec, elles peuvent recourir d'un commun accord à la médiation.
3. A défaut d'un accord, le litige peut être porté devant la Chambre administrative de la Cour de justice du canton de Genève.

Article 20

Résiliation du contrat

1. Le Conseil d'Etat peut résilier le contrat et exiger la restitution de tout ou partie de l'aide financière lorsque :
 - a) l'aide financière n'est pas utilisée conformément à l'affectation prévue;
 - b) l'UOG n'accomplit pas ou accomplit incorrectement sa tâche malgré une mise en demeure;
 - c) l'aide financière a été indûment promise ou versée, soit en violation du droit, soit sur la base d'un état de fait inexact ou incomplet;
 - d) l'UOG ne respecte pas l'article 14A LIAF en dépit d'une mise en demeure;
 - e) une sanction au titre de l'article 13 de la loi fédérale concernant des mesures en matière de lutte contre le travail au noir, du 17 juin 2005, est entrée en force à l'encontre de l'UOG.

La résiliation s'effectue dans un délai de deux mois, pour la fin d'un mois.

2. Dans les autres cas, le contrat peut être résilié par chacune des parties moyennant un préavis de 6 mois pour la fin d'une année.
3. Dans tous les cas, la résiliation s'effectue par écrit.

Article 21

Entrée en vigueur, durée du contrat et renouvellement

1. Le contrat entre en vigueur au 1^{er} janvier 2026, dès que la loi qui l'approuve devient exécutoire. Il est valable jusqu'au 31 décembre 2029.
2. Les parties conviennent d'étudier les conditions de renouvellement éventuel du contrat au moins douze mois avant son échéance.

Fait à Genève, le *24 mars 2026* en deux exemplaires originaux.

Pour la République et canton de Genève :

représentée par

Madame Anne Hiltbold
conseillère d'Etat chargée du département de l'instruction publique,
de la formation et de la jeunesse



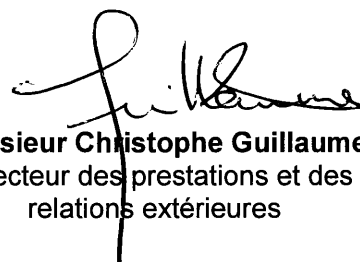
Pour l'Université Ouvrière de Genève :

représentée par

Monsieur Michel Schweri
Président



Monsieur Christophe Guillaume
Directeur des prestations et des
relations extérieures



Annexes au présent contrat :

- 1 - Tableau de bord des objectifs et des indicateurs
- 2 - Statuts de GastroSuisse et organigramme de l'EHG
- 3 - Plan financier pluriannuel
- 4 - Liste d'adresses des personnes de contact
- 5 - Utilisation des armoiries de l'Etat de Genève

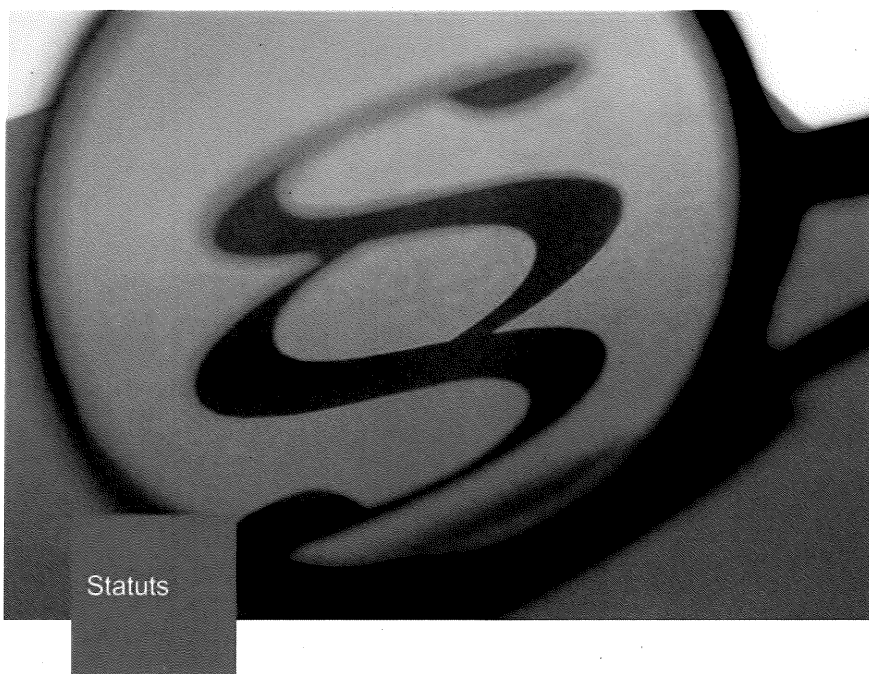
Annexe 1 : Tableau de bord des objectifs et indicateurs

Tableau de bord 2026-2029 - Ecole hôtelière de Genève

| | 2026 | | | | 2027 | | | | 2028 | | | | 2029 | | | | |
|---|------------------|-----------------|---------|----------|---------------|-----------------|---------|----------|---------------|-----------------|---------|----------|---------------|-----------------|---------|----------|---------------|
| | Valeurs cible | Début de cursus | 1er sem | 2ème sem | Fin du cursus | Début de cursus | 1er sem | 2ème sem | Fin du cursus | Début de cursus | 1er sem | 2ème sem | Fin du cursus | Début de cursus | 1er sem | 2ème sem | Fin du cursus |
| Nombre de diplômés | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nombre de diplômés genevois | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Taux de réussite (%) | >80% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nombre d'étudiants genevois par année* | >70 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| *étudiants au bénéfice du tarif genevois (genevois et permis F), correspond à l'annualisation de la moyenne de 284 sur 4 ans. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Taux d'abandon (%) | <10% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nombre d'étudiants au bénéfice de bourses | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Provenance scolaire | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Secondaire II | >35 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - suivant un cursus raccourci | 15 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - HES | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Université | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Degré de satisfaction (en % des étudiants en fin de cursus) | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Plus de 95% | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - entre 85% et 95% | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - entre 75% et 85% | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - moins de 75% | <5% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Origine des élèves (%) | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Genève | >30% | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Suisse | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - France | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Italie | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Espagne | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Portugal | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Allemagne | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Angleterre | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Europe autres | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Amérique latine | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Amérique du Nord | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Asie | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Océanie | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sexe des élèves % | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Féminin | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| - Masculin | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Certification EduQua | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Dates de certification eduQua | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Formation d'apprenti-e-s | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nombre d'apprenti-e-s- formés | 2 sur la période | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nom et prénom de l'apprenti-e, libellé de la formation et degré | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Annexe 2 : Statuts de GastroSuisse et organigramme de l'EHG

GASTROSUISSE



Statuts
GastroSuisse

(Statuts partiellement révisés, version du 29 novembre 2023)

Statuts

GastroSuisse

Article 1 Nom

Le nom «GastroSuisse» désigne une fédération de l'hôtellerie et de la restauration en tant qu'association au sens des articles 60 et suivants du Code civil suisse.

Article 2 But

GastroSuisse a pour but de défendre et de promouvoir pleinement les idéaux et les intérêts économiques et politiques de la profession ainsi que de ses établissements, et s'engage pour la mise à disposition d'informations ciblées, la création de corps de métiers, la mise à disposition de prestations de services avantageuses, le conseil juridique, des offres avantageuses ainsi que la mise à disposition d'assurances sociales avantageuses. En collaboration avec les organisations de la branche de l'hôtellerie-restauration, elle pourvoit en outre à de bonnes possibilités de formation initiale et continue. GastroSuisse représente ses membres sur le plan national dans tous les domaines qui les concernent.

Article 3 Siège

Le siège de GastroSuisse se trouve à Zurich.

Article 4 Formes d'affiliation

GastroSuisse se compose:

1 d'institutions, à savoir:

- des associations cantonales (une par canton ou demi-canton);
- des associations intercantionales (fusion de deux associations cantonales au minimum. Les associations cantonales qui ont fusionné ne peuvent plus exister comme auparavant après la fusion);
- des groupements sectoriels de l'hôtellerie-restauration.

2 des membres individuels, à savoir:

- des membres individuels (personnes physiques ou morales qui exploitent un établissement actif de manière prépondérante dans l'hôtellerie-restauration);
- des membres directs (affiliation à GastroSuisse sans affiliation parallèle à une association cantonale ou une association intercantonale);
- des membres collectifs (entreprises d'hôtellerie-restauration implantées dans plusieurs cantons);
- des membres partenaires (personnes physiques ou morales avec des liens particuliers à la branche mais qui n'exploitent pas d'établissement d'hôtellerie et de restauration);
- des membres passifs (après la fin de leur activité en tant qu'entrepreneur dans l'hôtellerie-restauration);
- des membres d'honneur.

Article 5 Affiliation

Les détails concernant l'acquisition des différents types d'affiliation ainsi que l'affiliation, le départ, l'exclusion ou encore la dissolution des affiliations sont réglés dans un règlement sur l'affiliation émis par la conférence des présidents.

- 3 Les membres de la conférence des présidents participent à l'assemblée des délégués en qualité de délégués de leur association cantonale (resp. de leur association intercantonale), à l'exclusion des présidents des groupements sectoriels, pour autant qu'ils ne soient pas nommés par une association cantonale comme délégués.
- 4 Les membres du conseil prennent part à l'assemblée des délégués avec voix consultative.

Article 11 Convocation de l'assemblée ordinaire des délégués

- 1 L'assemblée ordinaire des délégués a généralement lieu au cours du second trimestre de l'année civile.
- 2 La fixation d'une date, l'invitation et l'établissement de l'ordre du jour de l'assemblée des délégués sont du ressort du conseil.
- 3
 - a Le conseil informe les associations cantonales (resp. les associations intercantionales) à l'attention des délégués sur la date de l'assemblée et l'ordre du jour proposés.
 - b Sur la base de cette annonce, les propositions et les candidatures à l'attention de l'assemblée des délégués doivent être adressées au conseil, par écrit et accompagnées des motifs, dans les délais. Les associations cantonales (resp. les associations intercantionales), les délégués, les membres du conseil, les membres de la conférence des présidents ainsi que les commissions de GastroSuisse sont autorisés à soumettre des propositions. Le conseil corrige l'ordre du jour sur la base des propositions reçues. Les propositions des associations cantonales doivent toujours figurer à l'ordre du jour.
 - c L'ordre du jour ne peut plus être complété au cours de l'assemblée des délégués.

Article 12 Convocation d'une assemblée extraordinaire des délégués

- 1 La convocation d'une assemblée extraordinaire des délégués a lieu:
 - a sur décision de la conférence des présidents;
 - b sur décision du conseil;
 - c lorsque cinq associations cantonales (resp. associations intercantionales) en déposent la demande écrite auprès du président, avec mention des points de l'ordre du jour et de leur motivation;
 - d lorsqu'un cinquième des membres de la Fédération en dépose la demande écrite auprès du président, avec mention des points de l'ordre du jour.
- 2 Le conseil informe immédiatement les associations cantonales (resp. les associations intercantionales) à l'attention des délégués sur la date de celle-ci, l'ordre du jour et les éventuelles candidatures. L'assemblée extraordinaire doit se tenir dans un délai de deux mois.

Article 13 Tenue de l'assemblée des délégués

- 1 Présidence

Le président, à défaut le vice-président ou un autre membre du conseil, préside l'assemblée des délégués, dirige ses débats et lui propose un nombre suffisant de scrutateurs provenant de son sein, en vue de leur élection.

Article 6 Cotisations de membres

- 1 L'assemblée des délégués décide du type et du montant des cotisations de membres. Les détails sont réglés dans le règlement sur l'affiliation, qui doit être approuvé par la conférence des présidents.
- 2 Dans le cas d'une situation sans Convention collective de travail, un montant correspondant à l'ancienne contribution aux frais d'exécution de l'entreprise sera prélevé immédiatement, sans être soumis à une décision. Ceci continuera de garantir la réalisation du but existant de la Fédération, notamment en matière de formation professionnelle initiale et continue.

Article 7 Responsabilité

La fortune de la Fédération répond seule des engagements de GastroSuisse. Toute responsabilité personnelle des membres est exclue.

Article 8 Organes de la Fédération

Les organes de GastroSuisse sont:

- a) l'assemblée des délégués;
- b) la conférence des présidents;
- c) le conseil;
- d) l'organe de révision.

Article 9¹

Article 10 Désignation de l'assemblée des délégués

- 1 L'assemblée des délégués est l'organe suprême de la Fédération.
- 2 a Les délégués sont désignés par les associations cantonales, resp. les associations intercantionales, lesquelles ont droit au nombre de délégués suivant:
 - jusqu'à 100 membres: 1 délégué
 - de 101 à 200 membres: 2 délégués
 - de 201 à 300 membres: 3 délégués
 - de 301 à 400 membres: 4 délégués
 - etc.
- b À ces délégués s'ajoute un délégué supplémentaire comme représentant de l'association cantonale. S'agissant des associations intercantionales, le nombre de délégués supplémentaires est égal au nombre total de délégués avant la fusion (un par ancienne association cantonale).
- c Comptent comme membres pour le calcul du nombre de délégués les personnes physiques et morales, à l'exception des administrateurs et directeurs des associations cantonales (resp. des associations intercantionales) qui sont, de par leur fonction, membres individuels de GastroSuisse.
- d Les délégués doivent être membres de GastroSuisse. Un membre ne peut représenter qu'un seul délégué et ne dispose que de sa propre voix; des suppléances éventuelles doivent faire l'objet d'une nomination ultérieure de délégués, qui sont eux-mêmes membres de GastroSuisse.

¹ Abrogé sur décision de l'Assemblée des délégués du 29 novembre 2023.

2 Procès-verbal

Un procès-verbal reproduira, sous forme concise, les arguments et motifs exprimés. Les décisions doivent être reproduites fidèlement. Le procès-verbal doit être dûment signé.

3 Quorum de l'assemblée des délégués à prendre des décisions

Toute assemblée de délégués dont la convocation a été validée peut prendre des décisions sur les objets figurant à l'ordre du jour, pour autant que la moitié de tous les délégués désignés statutairement soient présents.

4 Droit de vote

Chaque délégué dispose d'une voix.

5 Votations et élections

Le conseil édicte un règlement sur les votations et les élections réglant les détails concernant les demandes, votations et élections. Celui-ci sera approuvé par la conférence des présidents.

Article 14 Compétences de l'assemblée des délégués

L'assemblée des délégués a les attributions suivantes:

- a décision à propos du rapport annuel;
- b décision sur les comptes annuels, le rapport de l'organe de révision et la décharge des organes responsables de la Fédération;
- c décision au sujet de l'affectation des bénéfices;
- d fixation de la cotisation annuelle pour l'exercice suivant;
- e élection et révocation:
 - du président, du vice-président et du trésorier,
 - des autres membres du conseil,
 - de l'organe de révision;
- f nomination de membres d'honneur sur proposition de la conférence des présidents;
- g admission d'une association cantonale ou d'une association intercantonale sur demande de la conférence des présidents;
- h révision partielle ou totale des statuts;
- i décision sur d'autres affaires de sa compétence en vertu de la loi ou des statuts;
- j décision sur la dissolution et la liquidation de la Fédération;
- k décision sur la conclusion ou la dénonciation d'une convention collective de travail.

Article 15 Composition de la conférence des présidents, représentation et présidence

1 Composition

La conférence des présidents se compose des présidents des associations cantonales et des associations intercantionales, des membres du conseil et des présidents des groupements sectoriels, des présidents des commissions permanentes et de la présidente de GastroFemmes. Les associations cantonales ainsi que les groupements sectoriels sont habilités à déléguer, en cas d'empêchement de leur président et à titre occasionnel, un autre membre de leur comité.

2 Représentation

Si un membre de la conférence des présidents est également membre du conseil de GastroSuisse, il peut se faire représenter.

3 Présidence

Le président ou, en cas d'empêchement, le vice-président ou un autre membre du conseil, préside.

Article 16 Convocation et tenue de la conférence des présidents, élections et votations

La conférence des présidents se tient selon les besoins. Les dispositions concernant la convocation et la tenue, les élections et les votations figurent dans le règlement sur les votations et les élections.

Article 17 Compétences de la conférence des présidents

La conférence des présidents a les attributions suivantes:

- a Liquidation des affaires qui lui ont été confiées par l'assemblée des délégués;
- b Décision sur des dépenses extraordinaires d'un montant dépassant, par cas, 300 000.– francs;
- c décision sur le règlement administratif, le règlement d'affiliation et le règlement sur les scrutins et les élections établi par le conseil;
- d décision concernant le budget;
- e décision définitive au sujet de la reconnaissance ou de l'exclusion d'un groupement sectoriel;
- f approbation de conventions nationales de travail;
- g toutes les autres attributions et compétences selon ces statuts.

- f détermination de l'organisation du centre de compétences;
- g disposition sur la fortune de la Fédération en tenant compte des dispositions statutaires et réglementaires;
- h fixation et surveillance de la stratégie de GastroSuisse;
- i toutes les autres tâches et compétences découlant des statuts.

Article 23 Comité directeur

Le conseil peut transférer des compétences à un comité directeur (Présidium). Ces compétences sont fixées dans le règlement interne.

Article 24 Président

- 1 Le président dirige la Fédération en accord avec les organes fédératifs et conformément à leurs directives contraignantes.
- 2 Il représente la Fédération vis-à-vis de l'extérieur. Sa tâche principale est la défense des intérêts de GastroSuisse et l'exécution des tâches qui incombent à cette dernière.
- 3 Le président a voix consultative et le droit de proposition dans tous les organes et les commissions de la Fédération.

Article 25 Vice-président

- 1 Le vice-présidents seconde le président dans son activité et il est son suppléant dans toutes les circonstances.
- 2 Le vice-président dirige la Fédération en l'absence du président jusqu'à la prochaine assemblée des délégués. Lors de celle-ci, un président sera élu, pour la durée restante du mandat en cours.

Article 26 Trésorier

Le trésorier administre les finances et la fortune de la Fédération. Il doit présenter le rapport financier chaque année par écrit aux organes de la Fédération et leur soumettre le budget.

Article 27 Révision des comptes

- 1 Toute la comptabilité doit être vérifiée chaque année par une société de révision agréée en suisse. L'art. 69b CC est déterminant.
- 2 Cette société doit présenter un rapport écrit au conseil et à l'assemblée des délégués, et leur soumettre des propositions.

Article 28 Représentation de GastroSuisse/ signature juridiquement valable

La représentation de GastroSuisse par signature juridiquement obligatoire est réglée dans le règlement interne.

Article 18 Composition du conseil

Le Conseil se compose du président, du vice-président, du trésorier et, en principe, de six autres membres. À la demande du Conseil, la Conférence des présidents peut élargir le Conseil d'un à deux sièges.

Article 19 Eligibilité

Les régions linguistiques ainsi que les segments majeurs de la branche devraient être représentés au sein du Conseil, notamment la restauration avec service complet, l'hébergement, la restauration de système, la restauration de loisirs (bars/clubs) et la restauration collective. Le choix des membres devrait se fonder sur les compétences personnelles et la diversité de la branche. Le Conseil dispose d'un droit de proposition. Le règlement sur les votations et les élections règle les détails.

Article 20 Durée de fonction

- 1 La durée du mandat d'un membre du conseil est de trois ans; la durée de fonction est limitée à trois mandats.
- 2 Les membres du conseil, à l'exception du président, vice-président et trésorier, peuvent faire partie du conseil durant une totalité de trois mandats au maximum.
- 3 Les fonctions de président ou de vice-président ou de trésorier peuvent être exercées pour une totalité de 3 mandats au maximum.
- 4 Si un membre du conseil dans les fonctions de président, vice-président ou trésorier arrive à la fin de sa durée de fonction, l'assemblée des délégués peut, à une majorité des 2/3, permettre à ce membre d'être réélu pour un seul mandat supplémentaire de trois ans en tant que président, vice-président ou trésorier.
- 5 Le règlement sur les votations et les élections règle les autres détails.

Article 21 Convocation, tenue, élections et votations

Les détails concernant la convocation, la tenue, les élections et les votations sont réglés par le règlement sur les votations et les élections.

Article 22 Compétences du conseil

Le conseil a les attributions suivantes:

- a décision sur les affaires, qui ne sont pas réservés expressément à l'assemblée des délégués ou à la conférence des présidents;
- b préparation des affaires pour l'assemblée des délégués et la conférence des présidents;
- c prise de décision au sujet de dépenses extraordinaires allant par cas jusqu'à 300 000.- francs maximum;
- d ratification des statuts des associations cantonales (resp. des associations intercantionales);
- e détermination de la direction opérationnelle du centre de compétences ainsi que des directeurs des écoles professionnelles;

Article 29 Centre de compétences

Pour assurer la direction opérationnelle de la Fédération, GastroSuisse entretient un centre de compétences. La conférence des présidents détermine le siège du centre de compétences.

Article 30 Commissions

- 1 La conférence des présidents règle les dispositions des commissions, des membres des commissions ainsi que les dispositions de leurs tâches dans le règlement interne. Pour l'élection des membres des commissions, il est tenu compte, dans la mesure du possible, des connaissances spécialisées, des différentes régions linguistiques, du genre et de la grandeur des entreprises ainsi que des différentes catégories d'âges.
- 2 Les commissions exercent des fonctions consultatives et adressent des rapports et des requêtes au conseil.
- 3 La conférence des présidents peut instaurer une commission pour le contrôle de conformité composée de trois membres issus de la conférence des présidents, chargée de contrôler la conformité aux statuts et règlements des décisions des autres commissions.

Article 31 Fonds de formation et des écoles professionnelles

- 1 GastroSuisse possède un fonds de formation et des écoles professionnelles alimenté par ses propres produits d'intérêt, d'éventuelles contributions de la caisse de la Fédération, des cotisations pour mille des membres pour la formation professionnelle et d'autres attributions.
- 2 La conférence des présidents promulgue un règlement sur l'affectation de l'argent du fonds.

Article 32 Fonds politique

- 1 GastroSuisse entretient un fonds politique alimenté par les cotisations des membres actifs ainsi que par d'autres subsides éventuels.
- 2 Ce fonds est destiné à permettre et à financer les actions politiques de GastroSuisse en vue de la défense et de la promotion de l'hôtellerie-restauration sur le plan national au sens large (y compris les élections), ainsi que des affaires cantonales de portée nationale.
- 3 Le conseil détermine l'utilisation du fonds sur la base d'un règlement promulgué par la conférence des présidents.

Article 33 Indemnisation des participants à des séances et à des manifestations

- 1 Les indemnités de participation aux séances et manifestations sont stipulées dans un règlement qui doit être approuvé par la conférence des présidents.
- 2 La conférence des présidents édicte un règlement d'indemnisation pour le conseil (y compris pour le président, le vice-président et le trésorier).

Article 34 Droit de recours

- 1 Le droit de recours auprès de l'assemblée des délégués contre les décisions de la conférence des présidents est dans tous les cas accordé aux associations cantonales (resp. aux associations intercantionales), pour autant que les statuts ne qualifient pas de finale la compétence décisionnelle de la conférence des présidents.
- 2 La partie concernée peut recourir auprès de la prochaine assemblée des délégués contre l'exclusion d'associations cantonales (resp. d'associations intercantionales), de membres individuels ou de membres passifs ainsi que contre le retrait de la qualité de membre d'honneur de GastroSuisse.

Article 35 Révision des statuts

- 1 Après examen par le conseil et la conférence des présidents, l'assemblée des délégués peut procéder à des modifications des statuts.
- 2 Une majorité des deux tiers est nécessaire pour une décision au sujet d'une révision partielle ou totale des statuts. L'assemblée ne peut décider valablement que si au moins 2/3 des délégués élus prennent part à la votation.
- 3 Une révision partielle ou totale des statuts peut être adoptée soit dans son ensemble par les 2/3 des délégués participants au vote, soit point par point, ce dernier cas nécessitant la majorité relative.
- 4 Toute modification de statut doit être approuvée, lors d'un scrutin final, par les 2/3 des délégués participant à la votation.

Article 36 Dissolution et liquidation de la Fédération

- 1 Une décision irrévocable de dissolution et de liquidation de la Fédération ne peut être prise que par une majorité des trois quarts. L'assemblée atteint le quorum si les 3/4 des délégués élus au moins participent à la votation et si les 3/4 au moins des associations cantonales (resp. des associations intercantionales) sont représentées.
- 2 Une fois la dissolution décidée, la fortune de la Fédération doit être confiée à une fiduciaire avec un délai d'attente de trois ans pour permettre la fondation par les associations cantonales (resp. les associations intercantionales) d'une organisation reprenant la succession.
- 3 Si dans ce délai de 3 ans, aucune organisation reprenant la succession n'est fondée, il sera procédé à la répartition de la fortune de la Fédération aux associations cantonales (resp. aux associations intercantionales). Le nombre de membres doit être pris en compte.

Article 37 Adaptation des statuts des associations cantonales et des sous-sections

Les statuts des associations cantonales (resp. des associations intercantionales) et des sous-sections doivent être harmonisés en temps utile avec les présents statuts, pour autant qu'ils touchent des réglementations et des intérêts de la Fédération dans son ensemble.

Article 38 Règles de conflit

En cas d'éventuelles contradictions entre la version allemande et française des présents statuts, la formulation allemande fait foi.

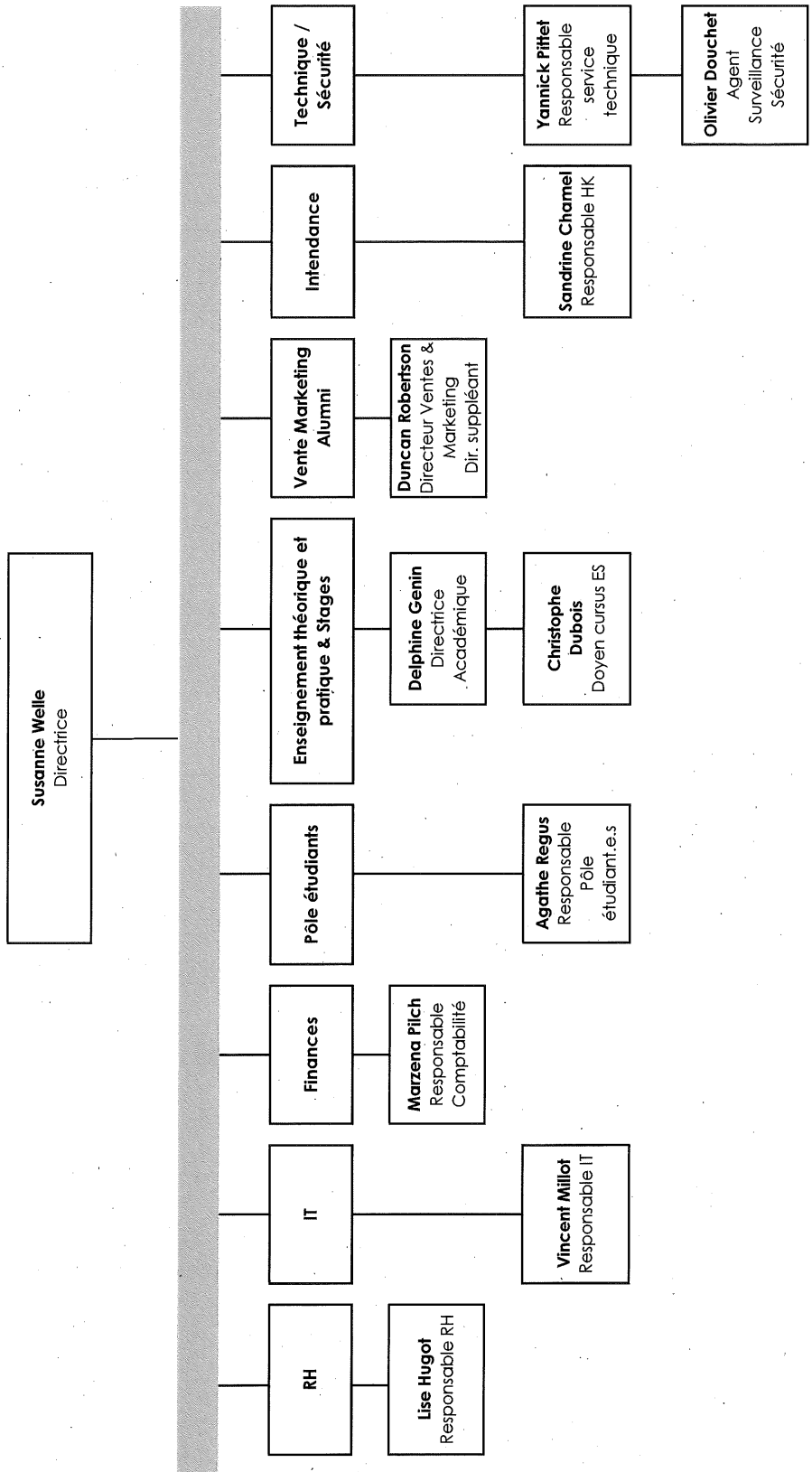
Article 39 Neutralité des genres

Par facilité rédactionnelle, la forme masculine est utilisée dans les présents statuts et dans le reste des règlements de GastroSuisse. La forme féminine est implicite. GastroSuisse se réclame expressément de l'égalité homme-femme.

Article 40 Entrée en vigueur

Ces statuts entrent en vigueur au 29 novembre 2023.

Organigramme de l'EHG :



Annexe 3 : Plan financier pluriannuel

| | Réel 2024 | Budget 2025 | Budget 2026 | Budget 2027 | Budget 2028 | Budget 2029 |
|-----------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Subventions | 878'401 | 878'401 | 878'401 | 878'401 | 878'401 | 878'401 |
| Ecolages | 4'972'161 | 5'065'216 | 6'071'473 | 6'351'533 | 6'476'160 | 6'603'257 |
| Autres revenus | 1'093'397 | 483'526 | 484'835 | 487'822 | 466'150 | 472'310 |
| Produits immeuble | 159'071 | 161'606 | 161'974 | 170'073 | 164'856 | 166'505 |
| Produits d'exploitation | 7'103'030 | 6'588'749 | 7'596'683 | 7'887'829 | 7'985'567 | 8'120'473 |
| Salaires | 3'075'268 | 2'822'438 | 3'348'570 | 3'515'998 | 3'581'404 | 3'653'032 |
| Charges sociales | 347'335 | 399'303 | 454'731 | 562'559 | 573'024 | 584'485 |
| Autres charges du personnel | 78'823 | 9'156 | 150'141 | 157'648 | 163'768 | 170'158 |
| Charges du personnel | 3'501'426 | 3'230'897 | 3'953'442 | 4'236'205 | 4'318'196 | 4'407'675 |
| Charges écoles | 1'200'884 | 1'214'517 | 1'496'188 | 1'567'447 | 1'597'376 | 1'599'904 |
| Charges de locaux | 229'080 | 229'080 | 229'080 | 229'080 | 229'080 | 229'080 |
| ERR assurances | 191'886 | 233'260 | 237'640 | 259'522 | 264'512 | 269'602 |
| Energie | 120'301 | 122'480 | 133'620 | 140'301 | 163'915 | 166'394 |
| Charges administratives | 90'070 | 210'720 | 229'000 | 234'600 | 236'952 | 239'351 |
| Informatique | 142'964 | 177'636 | 204'570 | 213'412 | 217'241 | 221'147 |
| Publicité | 191'645 | 251'004 | 328'197 | 344'606 | 351'498 | 358'528 |
| Autres charges d'exploitation | 15'223 | 16'000 | 79'400 | 83'370 | 85'037 | 86'738 |
| Amortissements | 457'243 | 563'952 | 564'336 | 610'989 | 591'607 | 573'194 |
| Autres charges | 2'639'296 | 3'018'649 | 3'502'031 | 3'683'327 | 3'737'218 | 3'743'938 |
| Charges d'exploitation | 6'140'722 | 6'249'546 | 7'455'473 | 7'919'532 | 8'055'414 | 8'151'613 |
| Résultat d'exploitation | 962'308 | 339'203 | 141'210 | -31'703 | -69'847 | -31'140 |
| Charges d'intérêts | 103'015 | 98'400 | 108'000 | 165'800 | 163'800 | 163'800 |
| Frais bancaires et postaux | 3'304 | 1'800 | 1'800 | 1'890 | 2'400 | 2'400 |
| Résultat financier | -106'319 | -100'200 | -109'800 | -167'690 | -166'200 | -166'200 |
| Produits exceptionnels | 53'308 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Charges exceptionnelles | 57'362 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Perte s/débiteurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Résultat hors exploitation | -4'054 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Résultat net | 851'935 | 239'003 | 31'410 | -199'393 | -236'047 | -197'340 |

Le résultat net est contrebalancé par le compte courant de GastroSuisse.

Annexe 4 : Liste d'adresses des personnes de contact

| | |
|-------------------------------------|---|
| Direction générale de l'OFPC | Madame Liliane Zossou, Directrice générale Adresse postale : Rue Prévost-Martin 6 1205 Genève Tél : 022 388 44 25 |
| Service financier de l'OFPC | Monsieur Patrick Mosetti, Responsable financier Adresse postale : Rue Prévost-Martin 6 1205 Genève Tél : 022 388 44 63 |
| Ecole Hôtelière de Genève | Madame Suzanne Susanne Welle, Directrice Adresse postale : Avenue de la Paix 12 1202 Genève Tél : 022 919 24 13 |

Annexe 5 : Utilisation des armoiries de l'Etat de Genève

Principes généraux

- Les départements n'ont pas de logo propre. Ils utilisent tous les armoiries de l'Etat.



- L'écusson et le texte sont indivisibles.

Utilisation des armoiries de l'Etat par des entités subventionnées par le département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse

Sous réserve de l'interdiction faite de l'utilisation des armoiries publiques par l'article 31, alinéa 3 de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982 (LEDP ; A 5 05)¹, les supports de communication (affiches, affichettes, flyers, rapports d'activité et autres brochures) des entités subventionnées doivent nécessairement faire référence au soutien qui leur est apporté.

Cette référence peut se faire de 2 manières :

1. armoiries de l'Etat avec la mention "Avec le soutien de :"
2. texte seul : "Avec le soutien de la République et canton de Genève"

De préférence, on optera pour la solution 1 (armoiries).

Emplacement des armoiries ou du texte :

- pour les affiches, affichettes, flyers : en bas à droite
- pour les brochures, rapports et autres : 4^e de couverture, en bas à droite. Pour des raisons graphiques, il est possible de faire l'insertion en 2^{de} de couverture, en bas à droite.

La cellule communication du secrétariat général du département fournit les fichiers électroniques des armoiries et valide les bons à tirer des documents sur lesquels elles sont insérées.

Pour toute question ou renseignement complémentaire, s'adresser à la cellule communication du secrétariat général.

¹ Pour tout imprimé, illustré ou non, relatif à une opération électorale et destiné à être diffusé ou exposé à la vue du public, l'article 31, alinéa 3 LEDP stipule que « l'utilisation des armoiries publiques, y compris sur des supports électroniques, est interdite sauf pour les communications officielles » (i.e. les supports de communication émanant du Conseil d'Etat, de la chancellerie d'Etat et de leurs services).

Annexes au présent contrat :

- 1 - Tableau de bord des objectifs et des indicateurs
- 2 - Statuts de l'UOG, organigramme et liste des membres du comité
- 3 - Plan financier pluriannuel
- 4 - Liste d'adresses des personnes de contact
- 5 - Utilisation des armoiries de l'Etat de Genève

Annexe 1 : Tableau de bord des objectifs et indicateurs

| | Valeurs cibles annuelles |
|---|---|
| Nombre d'heures de cours | 60'000 (pour toute la période contractuelle 2026-2029, soit 15'000 en moyenne annuelle) |
| Nombre annuel d'élèves | 2'200 |
| Taux d'abandon des élèves | <15% |
| Nombre d'élèves entreprenant des formations qualifiantes | |
| Dernier niveau de formation achevé | |
| - Aucun | |
| - Primaire | |
| - Secondaire | |
| - Tertiaire | |
| - Universitaire | |
| Taux d'absentéisme | <15% |
| - Absences excusées | |
| - Examen | |
| - Formation | |
| - Stage | |
| - Travail | |
| - Maladie/accident | |
| - Vacances | |
| - Autres | |
| - Absences non excusées | <6% |
| Taux d'achèvement des cours (nombre d'apprenants inscrits / nombre apprenants qui terminent la formation) | Chiffrement à voir |
| Taux de réussite (nombre apprenants réussit / nombre apprenants inscrits) | Chiffrement à voir |
| Nombre d'apprentis en formation | 1 au minimum |
| Ratio coûts salariaux admin / coûts salariaux enseignement (bénévoles y compris) | Chiffrement à voir |
| Nombre de personnes qui passent des tests à l'entrée à l'UOG | |
| Taux de satisfaction des élèves (référence eduQua) | >80% |
| Taux d'élèves qui poursuivent une formation au sein de l'UOG | |

| | Valeurs cibles annuelles |
|------------------------|--------------------------|
| Nationalité des élèves | |
| - Suisse | |
| - France | |
| - Italie | |
| - Espagne | |
| - Portugal | |
| - Europe autres | |
| - Amérique latine | |
| - Amérique du Nord | |
| - Afrique | |
| - Asie | |
| - Océanie | |

Annexe 2 : Statuts de l'UOG, organigramme et liste des membres du comité

Statuts



Université Ouvrière de Genève
Centre de formation continue

Statuts de l'Université Ouvrière de Genève (UOG)

I Nom, siège et but

Article 1

L'Université Ouvrière de Genève (UOG) est une association au sens des articles 60 et suivants du Code civil suisse. Le siège de l'association est à Genève. Elle est indépendante sur le plan politique et confessionnel.

Article 2

L'UOG a pour but de développer une formation de base et continue, en priorité des personnes faiblement qualifiées, qui favorise leur intégration professionnelle, politique, sociale, économique et culturelle.

Article 3

Pour atteindre ce but, elle organise des cours, séminaires, conférences, colloques, ateliers, forums ou toutes autres activités utiles.

Elle collabore, à cet effet, avec l'ensemble des institutions, associations, fondations et coopératives qui, sur le plan cantonal, fédéral et international, ont des buts similaires et en particulier avec les organisations syndicales et les coopératives.

II Membres

Article 4

L'UOG est composée de membres collectifs et de membres individuels.

Membres collectifs

Peuvent être admis, en qualité de membres collectifs, des syndicats de travailleurs et de travailleuses, des fédérations de syndicats, ainsi que d'autres organisations dont l'admission paraît utile à l'association.

Membres individuels

Peuvent être admis, en qualité de membres individuels, les personnes physiques qui en font la demande.

Article 5

L'admission des membres collectifs ou individuels est de la compétence du Comité qui statue sur les demandes sans être tenu de justifier sa décision.

Une demande refusée peut faire l'objet d'un recours auprès de l'Assemblée générale dans les 15 jours qui suivent la réception de la décision écrite du Comité.

III Organisation

Article 6

Les organes de l'association sont :

- a) l'Assemblée générale ;
- b) le Comité ;
- c) l'Organe de révision.

Article 7

L'Assemblée générale est composée des membres individuels et des membres collectifs.

Ces derniers ont droit selon le nombre de leurs adhérents à un représentant minimum et à quatre représentants maximum :

- moins de 5'000 adhérents : 1 représentant
- de 5'000 à 9'999 adhérents : 2 représentants
- de 10'000 à 14'999 adhérents : 3 représentants
- dès 15'000 adhérents : 4 représentants

Article 8

Chaque membre individuel dispose d'une voix. Chaque représentant d'un membre collectif dispose de 15 voix.

Article 9

L'Assemblée générale a en particulier les attributions suivantes :

- a) fixer les orientations générales de l'association ;
- b) approuver le rapport d'activités, les comptes de profits et pertes et le bilan annuels ;
- c) fixer le montant de la cotisation des membres collectifs et celle des membres individuels ;
- d) élire les membres du Comité ;
- e) parmi les membres du Comité, élire le Président/la Présidente et le Vice-président/la Vice-présidente ;
- f) élire l'Organe de révision
- g) modifier les statuts ;
- h) traiter les recours portant sur les rejets de demandes d'adhésion prononcées par le Comité ;
- i) prononcer l'exclusion de membres.

Article 10

L'Assemblée générale se réunit en séance ordinaire une fois par année sur convocation écrite ou par voie électronique de la Présidente/du Président, envoyée 20 jours au moins avant la date de la séance.

Des assemblées extraordinaires peuvent être convoquées à la demande du Comité ou lorsque des membres, représentants au moins un cinquième des voix de l'ensemble des membres ayant droit de vote, le demandent.

La convocation fait état de l'ordre du jour.

Article 11

Les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité absolue des voix exprimées par les membres présents.

Pour les élections, si la majorité absolue n'est pas atteinte pour un ou plusieurs postes à pourvoir, il est procédé à un deuxième tour à l'issue duquel les candidates ou candidats ayant obtenu la majorité relative sont élus.

Il ne peut être pris de décision sur un objet ne figurant pas à l'ordre du jour que si personne ne s'oppose au traitement de l'objet.

Article 12

Le Comité se compose de 9 à 16 membres dont :

- 4 à 11 sont élu-e-s par l'Assemblée générale pour une période de trois ans ; le personnel de l'UOG ne peut être élu.
- 5 sont membres de droit et désignés par
 - le personnel de l'UOG (2 membres)
 - les enseignant·e·s bénévoles de l'UOG (1 membre et 1 suppléant·e)
 - l'Université de Genève (1 membre)
 - la CGAS (1 membre)

L'Etat de Genève, la Ville de Genève et l'Association des communes genevoises peuvent chacun déléguer au sein du Comité un représentant sans droit de vote.

Article 13

Le Comité a en particulier les attributions suivantes :

- a) prendre toutes les décisions de politique générale de l'UOG dans le cadre des orientations fixées par l'Assemblée générale ;
- b) déterminer l'ordre du jour de l'Assemblée générale ;
- c) engager ou nommer les membres de la direction ;
- d) licencier ou révoquer les membres de la direction ;
- e) examiner et approuver le budget annuel ;
- f) adopter le projet de comptes pour la présentation à l'assemblée générale ;
- g) compléter le Comité en cas de vacance de poste jusqu'à ratification par l'Assemblée générale ;
- h) fixer les priorités de l'UOG et ratifier les nouveaux projets ;
- i) ratifier l'engagement du personnel ayant une fonction d'encadrement proposé par la direction ;
- j) trancher les litiges pouvant survenir au sein de la direction ;
- k) édicter la réglementation complémentaire aux présents statuts ;
- l) constituer des commissions thématiques pérennes en s'assurant que les membres de ces commissions possèdent les compétences requises ;
- m) s'assurer de l'existence d'un système de contrôle financier interne et d'un processus de gestion des risques ;
- n) radier les membres n'ayant pas acquitté leur cotisation ;

Article 14

- a) Les séances du Comité ont lieu aussi souvent que nécessaire mais au moins sept fois par année. Il peut également se réunir à la demande d'au moins cinq de ses membres ou selon décision de la présidence en cas d'urgence. Au sein du Comité, chaque membre dispose d'une voix. Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. Pour les décisions prises par voie de consultation écrite, elles sont avalisées à la majorité absolue des membres qui se sont exprimés.
- b) Les membres du Comité agissent bénévolement et ne peuvent prétendre qu'à l'indemnisation de leurs frais effectifs et de leurs frais de déplacement.

Article 15

Le comité délègue à la direction la conduite de l'institution. Les membres de la direction exécutent leurs tâches décrites dans leurs cahiers des charges respectifs et rendent compte de leurs activités au comité.

Articles 16

Les ressources de l'UOG sont constituées par :

- les cotisations des membres collectifs et individuels
- les subventions de l'Etat, de la Ville de Genève, des communes ou d'autres institutions
- les soutiens financiers
- les écolages
- les dons et legs de particuliers ou de personnes morales
- les recettes diverses éventuelles

IV Dispositions finales

Article 17

Pour ses obligations à l'égard de tiers, l'Association n'est tenue que jusqu'à concurrence de sa fortune. La responsabilité personnelle des membres et l'obligation de contribuer financièrement sont exclues.

Article 18

Les présents statuts abrogent les statuts antérieurs.

Toute proposition de modification statutaire doit figurer à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. La majorité des deux tiers des voix des membres présents est requise pour qu'une proposition de modification soit adoptée. Les modifications votées entrent en vigueur immédiatement.

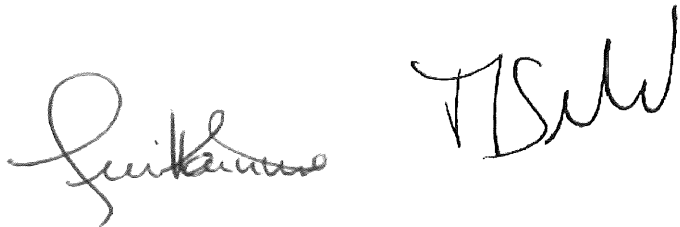
Article 19

La dissolution de l'Association ne peut être décidée que par l'Assemblée générale. La majorité des deux tiers des voix des membres présents est requise pour qu'il soit procédé à cette dissolution.

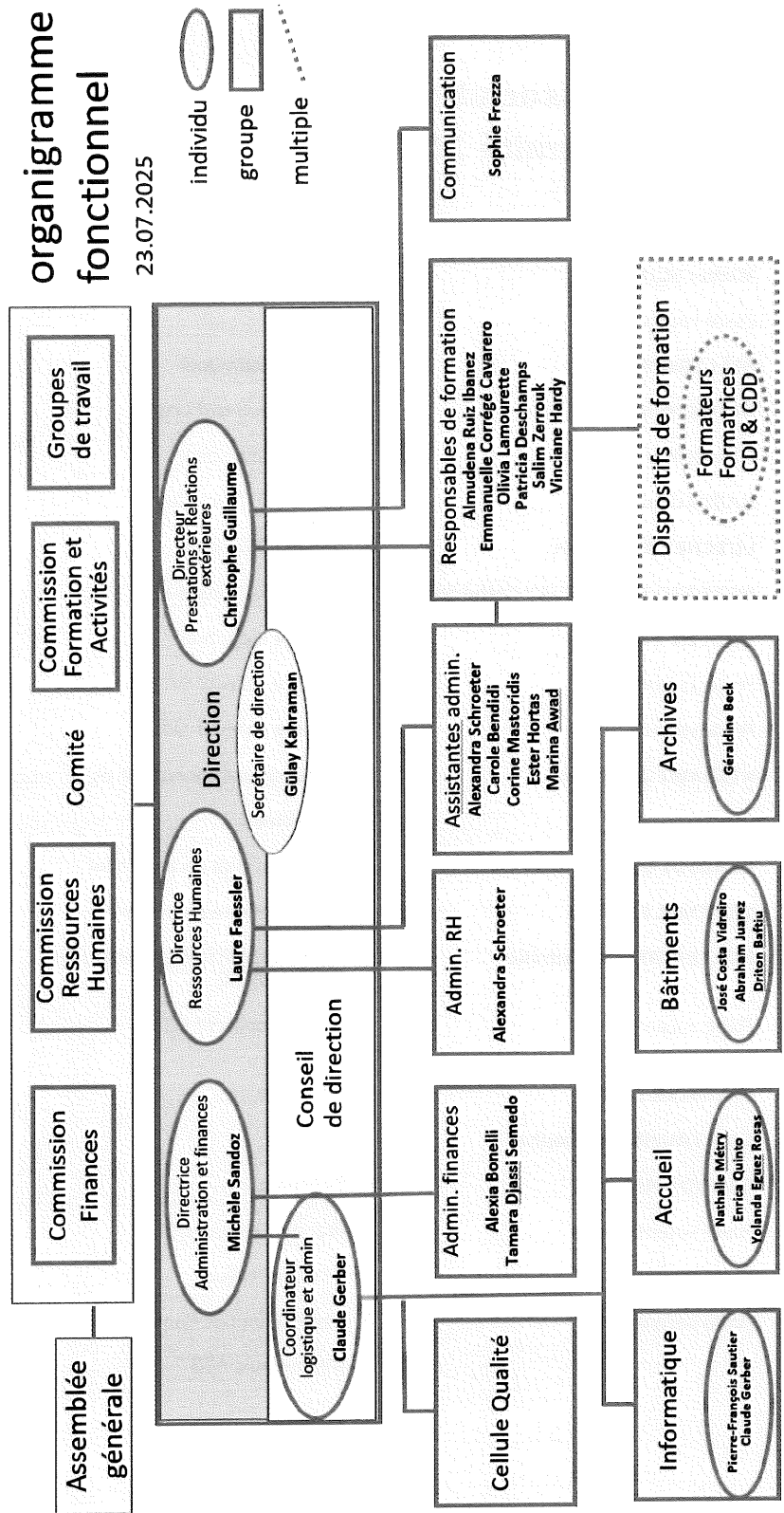
Article 20

En cas de dissolution de l'Association, l'actif disponible sera entièrement attribué à une institution poursuivant un but d'intérêt public analogue à celui de l'association et bénéficiant de l'exonération de l'impôt. En aucun cas, les biens ne pourront retourner aux fondateurs physiques ou aux membres, ni être utilisés à leur profit en tout ou partie et de quelque manière que ce soit. Les archives de l'Association seront transférées à une ou des associations poursuivant un but similaire.

**Statuts adoptés par l'Assemblée générale du 7 juin 2022.
Ils abrogent et remplacent la précédente version.**

Two handwritten signatures in black ink. The signature on the left is cursive and appears to be 'S. K...' with a long horizontal stroke. The signature on the right is also cursive and appears to be 'T. S...' with a long horizontal stroke.

Organigramme



Membres du Comité



Association UOG Comité 2023 – 2026

| | | |
|-----------------------------|------------------------------------|---|
| Président | Michel SCHWERI | Membre individuel |
| Vice-présidence | <i>Poste vacant</i> | |
| Membres | BELLEGO Yves | Membre individuel |
| | DUPRE Yves | Membre collectif UNIA |
| | GIRARDIN Alain | Membre individuel |
| | HASDEU Iulia | Membre individuelle |
| | LUSCHER Jean-Marc | Membre individuel |
| | METFORD PERROULAZ Catherine | Membre individuelle |
| | ROUGET Philippe | Membre individuel |
| | | <i>Poste vacant</i> |
| | <i>Poste vacant</i> | Membre collectif SYNA |
| Membres de droit | KISRAWI Tammam | Représentant enseignant.es bénévoles |
| | BENDIDI Carole | Représentante du personnel |
| | GIMENEZ Gabriela | Représentante du personnel |
| | MULLER MIRZA Nathalie | Membre collective Université de Genève, FPSE |
| | | <i>Poste vacant</i> |
| Direction de l'UOG | FAESSLER Laure | Directrice |
| | GUILLAUME Christophe | Directeur |
| | SANDOZ Michèle | Directrice |
| Membres consultatifs | <i>Poste vacant</i> | Etat de Genève, DIP |
| | <i>Poste vacant</i> | Ville de Genève |
| | <i>Poste vacant</i> | Association des Communes Genevoises, ACG |

Election complémentaire en Assemblée générale du 10 juin 2025
V7_2025

Annexe 3 : Plan financier pluriannuel

| PRODUITS | COMPTES 2024 | BUDGET 2025 | PROJET BUDGET 2026 | PROJET BUDGET 2027 | PROJET BUDGET 2028 | PROJET BUDGET 2029 |
|---|------------------|------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| SUBVENTIONS et DONS | | | | | | |
| Subvention Etat de Genève (DIP) | 1'080'000 | 1'080'000 | 1'080'000 | 1'080'000 | 1'080'000 | 1'080'000 |
| Subventions Ville de Genève | 245'210 | 243'400 | 243'400 | 243'400 | 243'400 | 243'400 |
| Subventions autres communes genevoises | 18'900 | 6'000 | 6'000 | 6'000 | 6'000 | 6'000 |
| Soutien syndicats et caisses paritaires | 86'000 | 60'000 | 60'000 | 60'000 | 60'000 | 60'000 |
| Dons | 382 | | | | | |
| Total SUBVENTIONS et DONS | 1'430'492 | 1'389'400 | 1'389'400 | 1'389'400 | 1'389'400 | 1'389'400 |
| PRODUITS DE FORMATIONS | | | | | | |
| Ecolages (y.c. chèques de formation) | 857'442 | 860'000 | 1'010'000 | 1'060'000 | 1'100'000 | 1'150'000 |
| Commanditaires associations professionnelles (FFPC) | 551'571 | 708'978 | 630'000 | 630'000 | 630'000 | 630'000 |
| Financement LACI (OCE) | 66'239 | 42'000 | 85'000 | 85'000 | 85'000 | 85'000 |
| Service des bourses et prêts d'études (SBPE) | 579'100 | 518'000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres commanditaires | 747'581 | 650'000 | 1'450'000 | 1'500'000 | 1'500'000 | 1'500'000 |
| Financement BIC - AIS | 842'234 | 948'000 | 840'000 | 840'000 | 840'000 | 840'000 |
| Financement BIC - PIC | | 72'000 | 37'000 | 37'000 | 37'000 | 37'000 |
| Commanditaires communes | 202'314 | 202'000 | 250'000 | 255'000 | 260'000 | 265'000 |
| Valorisation prest. bénévoles | 474'300 | 520'000 | 520'000 | 520'000 | 520'000 | 520'000 |
| Variation de la provision sur débiteurs | -3'377 | -5'000 | -5'000 | -5'000 | -5'000 | -5'000 |
| Financement à trouver | | 365'606 | | | | |
| Total FORMATIONS | 4'317'405 | 4'881'584 | 4'817'000 | 4'922'000 | 4'967'000 | 5'022'000 |
| AUTRES RECETTES | | | | | | |
| Autres prestations UOG | 82'391 | 90'000 | 90'000 | 60'000 | 60'000 | 60'000 |
| Locations salles, amph, audit. | 207'454 | 200'000 | 230'000 | 215'000 | 200'000 | 200'000 |
| Cotisations membres | 11'410 | 8'000 | 8'000 | 8'000 | 8'000 | 8'000 |
| Produits divers | 33'033 | 5'000 | 5'000 | 5'000 | 5'000 | 5'000 |
| Recettes cafétéria | 12'672 | 13'000 | 13'000 | 13'000 | 13'000 | 13'000 |
| Total AUTRES RECETTES | 346'959 | 316'000 | 346'000 | 301'000 | 286'000 | 286'000 |
| TOTAL PRODUITS | 6'094'857 | 6'586'984 | 6'552'400 | 6'612'400 | 6'642'400 | 6'697'400 |

| CHARGES | COMPTES 2024 | BUDGET 2025 | PROJET BUDGET 2026 | PROJET BUDGET 2027 | PROJET BUDGET 2028 | PROJET BUDGET 2029 |
|---|------------------|------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| CHARGES DIRECTES | | | | | | |
| Salaires et charges sociales personnel formation | 1'061'596 | 1'055'319 | 1'065'872 | 1'076'531 | 1'097'296 | 1'108'169 |
| Salaires et charges sociales personnel enseignant CDI | 1'995'438 | 1'933'564 | 1'975'100 | 1'994'851 | 2'039'999 | 2'083'569 |
| Salaires et charges sociales personnel enseignant CDD | 307'714 | 210'000 | 210'000 | 210'000 | 210'000 | 210'000 |
| Remplacements | | 86'631 | 86'631 | 86'631 | 86'631 | 86'631 |
| Honoraires Intervenants Cours | 52'389 | 50'000 | 70'000 | 70'000 | 70'000 | 50'000 |
| Valorisations Prest. Bénévoles | 474'300 | 520'000 | 520'000 | 520'000 | 520'000 | 520'000 |
| TOTAL CHARGES DIRECTES | 3'891'437 | 3'855'513 | 3'927'602 | 3'958'012 | 4'023'926 | 4'058'369 |
| CHARGES INDIRECTES | | | | | | |
| PERSONNEL | | | | | | |
| Salaires et charges sociales personnel administratif | 1'126'650 | 1'344'732 | 1'252'979 | 1'265'559 | 1'278'265 | 1'291'097 |
| Autres charges de personnel | 94'488 | 80'000 | 60'000 | 65'000 | 60'000 | 65'000 |
| TOTAL Personnel | 1'221'138 | 1'424'732 | 1'312'979 | 1'330'559 | 1'338'265 | 1'356'097 |
| FRAIS DIRECTS FORMATIONS | | | | | | |
| Animations, exposition, frais de représentation | 47'153 | 45'000 | 45'000 | 45'000 | 45'000 | 45'000 |
| Documentation, photocopies + leasing photocopieurs | 87'719 | 65'000 | 69'000 | 69'000 | 69'000 | 69'000 |
| Affranchissement | 11'021 | 11'000 | 11'000 | 11'000 | 11'000 | 11'000 |
| Total FRAIS DE COURS ET ACTIVITES | 145'893 | 121'000 | 125'000 | 125'000 | 125'000 | 125'000 |
| FRAIS DE LOCAUX | | | | | | |
| Loyer et charges | 860'447 | 844'838 | 844'838 | 844'838 | 844'838 | 844'838 |
| Energie | | 55'000 | 55'000 | 55'000 | 55'000 | 55'000 |
| Entretien locaux | 57'631 | 40'000 | 40'000 | 40'000 | 40'000 | 40'000 |
| Assurance | | 6'500 | 6'500 | 6'500 | 6'500 | 6'500 |
| Mobilier, machines | | 5'500 | 5'500 | 5'500 | 5'500 | 5'500 |
| Total FRAIS DE LOCAUX | 918'078 | 951'838 | 951'838 | 951'838 | 951'838 | 951'838 |
| FRAIS DE BUREAU | | | | | | |
| Fournitures de bureau et informatiques | 31'092 | 21'000 | 21'210 | 21'422 | 21'636 | 21'853 |
| Maintenance informatique | 89'070 | 60'000 | 60'000 | 60'000 | 60'000 | 60'000 |
| Téléphone, fax, photocopieurs | 16'962 | 18'000 | 18'000 | 18'000 | 18'000 | 18'000 |
| Total FRAIS DE BUREAU | 137'124 | 99'000 | 99'210 | 99'422 | 99'636 | 99'853 |
| AUTRES FRAIS | | | | | | |
| Publicité | 21'659 | 25'000 | 25'000 | 25'000 | 25'000 | 25'000 |
| Honoraires comptabilité et révision | 10'827 | 10'700 | 10'700 | 10'700 | 10'700 | 10'700 |
| Certification EDUQUA | 5'311 | 14'000 | 9'000 | 9'000 | 9'000 | 9'000 |
| Frais cafétéria | 9'808 | 11'000 | 11'000 | 11'000 | 11'000 | 11'000 |
| Cotisations et taxes | 6'578 | 6'000 | 6'000 | 6'000 | 6'000 | 6'000 |
| Autres charges | -386 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pertes sur débiteurs | 12'150 | 20'000 | 20'000 | 20'000 | 20'000 | 20'000 |
| Intérêts et frais financiers | 4'386 | 4'000 | 4'000 | 4'000 | 4'000 | 4'000 |
| Total AUTRES FRAIS | 70'333 | 90'700 | 85'700 | 85'700 | 85'700 | 85'700 |
| TOTAL CHARGES GENERALES | 2'492'566 | 2'687'270 | 2'574'727 | 2'592'519 | 2'600'439 | 2'618'488 |
| TOTAL CHARGES | 6'384'003 | 6'542'783 | 6'502'330 | 6'550'531 | 6'624'365 | 6'676'857 |
| RESULTAT de L'EXERCICE AVANT AMORTISSEMENTS | -289'146 | 44'200 | 50'070 | 61'869 | 18'035 | 20'543 |
| AMORTISSEMENTS | 43'606 | 44'200 | 44'200 | 44'200 | 14'200 | 14'200 |
| RESULTAT ANNUEL | -332'753 | 0 | 5'870 | 17'669 | 3'835 | 6'343 |

Annexe 4 : Liste d'adresses des personnes de contact

| | |
|--------------------------------------|---|
| Direction générale de l'OFPC | Madame Liliane Zossou, Directrice générale Adresse postale : Rue Prévost-Martin 6 1205 Genève Tél : 022 388 44 25 |
| Service financier de l'OFPC | Monsieur Patrick Masetti, Responsable financier Adresse postale : Rue Prévost-Martin 6 1205 Genève Tél : 022 388 44 63 |
| Université Ouvrière de Genève | Monsieur Christophe Guillaume, Directeur des prestations et des relations extérieures Adresse postale : Place des Grottes 3 1201 Genève Tél : 022 919 40 70 |

Annexe 5 : Utilisation des armoiries de l'Etat de Genève

Principes généraux

- Les départements n'ont pas de logo propre. Ils utilisent tous les armoiries de l'Etat.



- L'écusson et le texte sont indivisibles.

Utilisation des armoiries de l'Etat par des entités subventionnées par le département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse

Sous réserve de l'interdiction faite de l'utilisation des armoiries publiques par l'article 31, alinéa 3 de la loi sur l'exercice des droits politiques, du 15 octobre 1982 (LEDP ; A 5 05)¹, les supports de communication (affiches, affichettes, flyers, rapports d'activité et autres brochures) des entités subventionnées doivent nécessairement faire référence au soutien qui leur est apporté.

Cette référence peut se faire de 2 manières :

1. armoiries de l'Etat avec la mention "Avec le soutien de :"
2. texte seul : "Avec le soutien de la République et canton de Genève"

De préférence, on optera pour la solution 1 (armoiries).

Emplacement des armoiries ou du texte :

- pour les affiches, affichettes, flyers : en bas à droite

- pour les brochures, rapports et autres : 4^e de couverture, en bas à droite. Pour des raisons graphiques, il est possible de faire l'insertion en 2^{de} de couverture, en bas à droite.

La cellule communication du secrétariat général du département fournit les fichiers électroniques des armoiries et valide les bons à tirer des documents sur lesquels elles sont insérées.

Pour toute question ou renseignement complémentaire, s'adresser à la cellule communication du secrétariat général.

¹ Pour tout imprimé, illustré ou non, relatif à une opération électorale et destiné à être diffusé ou exposé à la vue du public, l'article 31, alinéa 3 LEDP stipule que « l'utilisation des armoiries publiques, y compris sur des supports électroniques, est interdite sauf pour les communications officielles » (i.e. les supports de communication émanant du Conseil d'Etat, de la chancellerie d'Etat et de leurs services).

Rapport d'évaluation
"Récapitulatif des indicateurs et des objectifs du contrat de prestations 2022-2024
entre l'État de Genève et l'École Hôtelière de Genève (EHG)"

Bénéficiaire : École Hôtelière de Genève (EHG)

Département de tutelle : DIP

Rappel du but de la subvention et des missions du subventionné :

L'EHG est une institution de GastroSuisse, dont le but est de défendre et de promouvoir pleinement les idéaux et les intérêts économiques de la profession, en étroite collaboration avec les organisations de cafetiers, restaurateurs et hôteliers et de leurs membres sur le plan national dans tous les domaines qui les concernent. L'EHG est séparée juridiquement du **Restaurant Vieux-Bois**, son restaurant d'application.

Le but de l'EHG est de former des cadres aptes à assumer des fonctions à responsabilité dans les domaines de la restauration et de l'hôtellerie, ainsi que de permettre aux apprentis du domaine de la restauration de pouvoir consolider leur formation en acquérant des compétences additionnelles et pointues.

La filière généraliste est un cursus en français en 3 ans qui s'adresse à toute personne souhaitant se former en hôtellerie, qu'elle soit récemment diplômée du secondaire ou déjà expérimentée dans le domaine. Elle exige un niveau de français B2 pour assurer une participation et une compréhension optimale des cours.

La filière professionnelle est destinée aux candidats suivants, a) titulaires d'un CFC en hôtellerie-restauration, b) titulaires d'un diplôme étranger équivalent, c) titulaires de qualifications jugées équivalentes. Une admission est également possible pour les candidats justifiant d'au moins trois ans d'expérience dans le domaine, à condition de réussir un test d'aptitude.

Le but de la subvention accordée à l'EHG est de renforcer l'encadrement, d'élargir l'offre de cours, d'accueillir un plus grand nombre d'étudiants, d'acquérir du matériel conforme aux critères de la branche ainsi que de diminuer les écolages pour les genevois.

Mention du contrat : Contrat de prestations 2022-2025

Durée du contrat : 2022-2025

Période évaluée : 2022-2024

1. Maintenir un nombre de diplôme ES identique, voir supérieur, aux années précédentes

Indicateur : Nombre de diplômes

| | Année 2022 | Année 2023 | Année 2024 | Moyenne |
|-----------------|------------|------------|------------|---------|
| "Valeur cible" | >70 | >70 | >70 | >70 |
| "Résultat réel" | 68 | 56 | 62 | 62 |

Commentaire(s) : Les promotions de 2022 à 2024 reflètent encore les effets différés de la pandémie. En 2022, la majorité des diplômé·e·s provenaient de la filière Généraliste, les effectifs Professionnels étant encore faibles.

En 2023, les étudiants touchés par les vagues successives de COVID ont subi durant leur cursus des aménagements de planning et les cours en distanciel limitant la proximité avec les enseignants pour le soutien habituel, augmentant le taux d'échecs et de rattrapages. Un nouveau règlement limite désormais la durée maximale des études à 4 ans (Pro) et 6 ans (Généralistes) pour éviter des reports d'examen trop systématique de la part des étudiants.

En 2024, les résultats restent légèrement inférieurs aux objectifs, principalement à cause des effets résiduels du COVID. Malgré cela, les actions renforcées de marketing et de recrutement posent les bases d'une amélioration à venir.

2. Corrélation entre le contenu des cours et les exigences fédérales

Indicateur : Taux de réussite

| | Année 2022 | Année 2023 | Année 2024 | Moyenne |
|-----------------|------------|------------|------------|---------|
| "Valeur cible" | >80% | >80% | >80% | >80% |
| "Résultat réel" | 66% | 71% | 77% | 71.33% |

Commentaire(s):

Cet indicateur prend en compte les abandons et les échecs définitifs. Il est calculé sur le nombre total d'étudiants qui terminent avec succès l'ensemble de leur cursus à l'EHG sans rattrapages.

Ce taux de réussite prend également en compte les niveaux minimums requis en langues pour l'obtention du diplôme, ce qui a fait baisser le taux de réussite.

En 2022, le taux de réussite a été fragilisé par des absences liées au COVID lors de la session de printemps. Les reports d'examens et certaines difficultés récurrentes en Gestion financière et en Droit I/II ont conduit à un nombre plus élevé d'échecs.

En 2023, sur l'ensemble des deux semestres (A22 et P23), 49 étudiant·e·s ont réussi sur 69, soit 71 % de réussite aux premières tentatives. Les absences pour maladie ou abandon n'ont pas été comptabilisées.

En 2024, les résultats se sont améliorés avec 37 réussites sur 48 étudiant·e·s (77 %). Le nouveau règlement introduit dès le printemps 2024 permet désormais aux étudiant·e·s de progresser avec un seul cours insuffisant (entre 3,5 et 3,9), sous réserve d'une moyenne générale de 4. L'anglais et le Travail de diplôme doivent toutefois être validés avec une note de 4. Ce règlement s'applique uniquement aux nouveaux étudiants.

3. Augmentation du nombre de genevois

Indicateur : Nombre d'étudiants Genevois

| | Année 2022 | Année 2023 | Année 2024 | Moyenne |
|-----------------|------------|------------|------------|---------|
| "Valeur cible" | >70 | >70 | >70 | >70 |
| "Résultat réel" | 79 | 67 | 86 | 77.33 |

Commentaire(s): En 2022, le nombre d'étudiant·e·s genevois·es s'élevait à 79 (hors frontaliers), dépassant la valeur cible fixée à 70.

En 2023, le résultat réel est de 67 étudiant·e·s (hors frontaliers). À partir de cette année, la semaine 38 a été retenue comme date de référence, conformément à la décision prise avec l'OFPC en janvier 2024, ce qui peut expliquer certaines différences par rapport aux chiffres antérieurs.

En 2024, le nombre d'étudiant·e·s genevois·es atteint 86 (hors frontaliers), un résultat en nette progression et supérieur à la valeur cible. Comme en 2023, la semaine 38 a été utilisée comme base de référence afin d'assurer une cohérence statistique.

4. Nombre de périodes de cours

| | Année 2022 | Année 2023 | Année 2024 | Moyenne |
|-----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| "Valeur cible" | 3'600 et 5'400 | 3'600 et 5'400 | 3'600 et 5'400 | 3'600 et 5'400 |
| "Résultat réel" | 3'600 et 5'400 | 3'600 et 5'400 | 3'600 et 5'400 | 3'600 et 5'400 |

Commentaire(s): Le nombre de périodes de cours correspond aux exigences du plan d'études cadre PEC pour les filières de formation des écoles supérieures ES de l'hôtellerie et restauration. La recertification ES de l'EHG selon le nouveau plan d'études cadre a été validée en mai 2023 par le SEFRI.

5. Provenance scolaire des étudiants

| | Année 2022 | Année 2023 | Année 2024 | Moyenne |
|-----------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| "Valeur cible" | non-mentionnée | non-mentionnée | non-mentionnée | non-mentionnée |
| "Résultat réel" | Secondaire 115 CFC 69 | Secondaire 107 CFC 55 | Secondaire 128 CFC 61 | Secondaire 117 CFC 62 |

Commentaire(s): La filière « Cursus Pro » (3 600 heures), introduite en 2013, a permis à de nombreux titulaires d'un CFC d'intégrer nos programmes. Depuis 2021, nous comptabilisons l'ensemble des étudiant·e·s titulaires d'un CFC, quelle que soit leur filière, avec un ciblage renforcé du marché professionnel soutenu par l'OFPC.

En 2022, sur 184 étudiant·e·s, 37,5 % provenaient d'un CFC. Après un pic d'admissions issues du CFC à l'automne 2021 (64 %), cette proportion est revenue à un niveau plus modeste en 2022.

En 2023, avec 162 étudiant·e·s, la répartition est de 45 Maturités, 55 CFC (34 %, dont 24 en cursus raccourci) et 62 autres formations (diplômes commerciaux, baccalauréat, ECG, etc.). Dès cette année, la semaine 38 a été adoptée comme date de référence, ce qui peut générer des différences par rapport aux séries précédentes.

En 2024, le total atteint 189 étudiant·e·s : 34 Maturités (18 %), 61 CFC (32 %, dont 26 en cursus raccourci) et 94 autres formations (50 %). Le nombre de CFC inclut toutes les branches, et le nombre de Maturités couvre les maturités professionnelles, ECG et

gymnasiales. Comme en 2023, la semaine 38 a été utilisée comme base de référence, conformément à l'accord conclu avec l'OFPC en janvier 2024.

6. Degré de satisfaction

| | Année 2022 | Année 2023 | Année 2024 | Moyenne |
|-----------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------|
| "Valeur cible" | <5% pour satisfaction <75% | <5% pour satisfaction <75% | <5% pour satisfaction <75% | <5% pour satisfaction <75 |
| "Résultat réel" | 6.78% | 13.73% | 15.38% | 11.96% |

Commentaire(s):

Depuis 2020, l'EHG utilise une enquête de satisfaction structurée autour de dix critères principaux. Les résultats sont exprimés sur une échelle de 1 à 10, ce qui nécessite une adaptation méthodologique pour correspondre au seuil cantonal de 75 %. Depuis janvier 2024, la moyenne est utilisée afin de garantir une meilleure comparabilité avec ce seuil.

En 2022, 6,78 % des étudiant·e·s en fin de cursus ont déclaré une satisfaction inférieure à 75 %, un résultat légèrement au-dessus de la valeur cible (<5 %). La moyenne générale atteignait toutefois 8,41/10, en progression par rapport à 2020 et 2021.

En 2023, la part d'étudiant·e·s en dessous du seuil a augmenté à 13,73 %. Néanmoins, 98 % se situaient au-dessus de 70 %, et la moyenne générale (8,24/10) est restée stable. Les critères les mieux notés concernaient la clarté du langage, la disponibilité des enseignant·e·s et la maîtrise des matières. Le critère le moins bien évalué fut la complémentarité entre théorie et pratique.

En 2024, le taux en dessous de 75 % est monté à 15,38 %. Toutefois, 97 % des étudiant·e·s restaient satisfaits à plus de 70 %. La moyenne générale, de 8,12/10, demeure élevée et proche des années précédentes. Les critères les plus appréciés concernent la disponibilité et l'aide, la gestion du temps et la maîtrise des matières. Le point faible identifié reste l'articulation entre théorie et pratique, qui requiert une attention particulière.

Lors des réunions entre l'OFPC et l'EHG, il a été proposé de modifier cet indicateur afin qu'il repose directement sur la note moyenne de satisfaction (échelle de 1 à 10), avec un seuil de référence à définir. Une telle mesure permettrait un suivi plus simple et plus représentatif de la réalité.

7. Taux d'abandon

| | Année 2022 | Année 2023 | Année 2024 | Moyenne |
|-----------------|------------|------------|------------|---------|
| "Valeur cible" | <10% | <10% | <10% | <10% |
| "Résultat réel" | 3% | 1.8% | 0.5% | 1.76% |

Le taux d'abandon est resté largement en dessous de la valeur cible fixée à 10 % sur la période observée.

En 2022, le taux d'abandon s'est élevé à 3 %. Trois étudiant·e·s de première année ont changé d'orientation professionnelle au cours des six premiers mois, et un étudiant a interrompu sa formation pour des raisons médicales.

En 2023, le taux est descendu à 1,8 % (3 abandons sur 162 inscrits). Au total, 11 étudiant·e·s avaient quitté l'école entre 2019 et 2023.

En 2024, le taux a atteint un niveau plancher de 0,5 % (1 abandon, 2 interruptions médicales et 1 exclusion sur 196 inscrit·e·s).

Conformément aux discussions tenues avec l'OFPC, la liste nominative des étudiant·e·s ayant abandonné, interrompu ou été exclus·es figure en annexe afin de garantir la transparence et la traçabilité des données.

Au total, 11 étudiant·e·s ont quitté l'école entre 2022 et 2024

8. Taux de genevois

| | Année 2022 | Année 2023 | Année 2024 | Moyenne |
|-----------------|------------|------------|------------|---------|
| "Valeur cible" | >30% | >30% | >30% | >30% |
| "Résultat réel" | 43% | 41% | 45.5% | 43.16 |

Commentaire(s):

Le taux de Genevois·es inscrit·e·s reste largement supérieur à la valeur cible fixée à 30 % sur toute la période.

En 2022, il s'élevait à 43 %, confirmant que la réputation de l'école attire principalement des étudiant·e·s du canton, qui constituent notre plus grande part de marché.

En 2023, le taux s'est maintenu à un niveau élevé, avec 41 % (hors frontaliers). Dès cette année, la semaine 38 a été retenue comme date de référence, conformément à l'accord pris avec l'OFPC en janvier 2024, ce qui peut entraîner des différences avec les chiffres antérieurs.

En 2024, le taux progresse à 45,5 % (hors frontaliers), soit 86 étudiant·e·s genevois·es sur un total de 189. La méthodologie de référence (semaine 38) est identique à celle de 2023, garantissant la cohérence statistique.

Observations du bénéficiaire :

Les deux premières années de la période ont été marquées par un contexte difficile lié à la pandémie de COVID-19, qui a réduit le nombre d'étudiant·e·s intéressé·e·s par notre branche et entraîné certains retards d'examens et d'obtention de diplômes. Malgré cela, l'école a fait preuve de résilience et a maintenu des résultats globalement positifs, tant sur le plan académique que financier.

Afin de renforcer la qualité et la lisibilité de notre suivi, plusieurs ajustements importants ont été introduits : un nouveau règlement académique permettant une progression plus flexible tout en garantissant l'exigence de qualité, ainsi que l'adoption, dès 2023, de la semaine 38 comme référence officielle pour le décompte des effectifs, en accord avec l'OFPC. Ces évolutions, ajoutées à l'amélioration continue de nos méthodes pédagogiques et de nos outils de mesure (notamment pour la satisfaction des étudiant·e·s), assurent une plus grande transparence et une meilleure adéquation aux standards cantonaux.

Aujourd'hui, les effectifs sont en progression, les taux de réussite et d'abandon demeurent largement conformes aux attentes, et la proportion d'étudiant·e·s genevois·es dépasse régulièrement les valeurs cibles. Ces résultats stables et positifs constituent une base solide

pour consolider le rôle de l'école dans la formation professionnelle à Genève et préparer une croissance durable pour les années à venir.

Observations du département :

L'EHG renforce particulièrement son attraction auprès des genevoises et des genevois depuis 2021, avec une augmentation du nombre moyen d'étudiantes et d'étudiants pour les trois années contractuelles proche de 20%, tout en conservant une notoriété internationale.

L'attractivité des formations ES auprès des porteurs de CFC se confirme et participe à l'augmentation du nombre de genevoises et de genevois qui suivent un cursus à l'EHG. La subvention de l'État de Genève permet aussi d'avoir des écolages préférentiels pour les genevoises et les genevois, les rémunérations durant les semestres de stages permettent, par ailleurs, d'obtenir un coût net de l'ensemble formation particulièrement bas.

Les différentes mesures prises par la direction de l'EHG ont permis de renouer avec les bénéficiaires, les trois années contractuelles ayant été bénéficiaires, ce qui est particulièrement encourageant pour la pérennité des formations proposées par l'EHG et le développement de l'offre de formations de l'école dans le canton de Genève.

L'EHG est un partenaire incontournable de l'OFPC dans plusieurs domaines et sait se montrer réactive en répondant aux différentes demandes de l'OFPC, en particulier avec le développement de différentes formations de qualité, en particulier pour la dispense de cours interentreprises aux apprenties et aux apprentis et pour la dispense de cours de formation pour les adultes qui souhaitent obtenir un CFC en hôtellerie et restauration en parallèle de ces formations supérieures ES classiques par un cursus normal et un cursus raccourci pour les bénéficiaires d'un CFC dans le domaine de l'hôtellerie et de la restauration, mais aussi pour les bénéficiaires d'CFC dans le domaine du commerce.

Par ailleurs, en suivant le cours passerelle de l'HEG, les diplômées et les diplômés ES de l'EHG ont la possibilité d'accéder directement à la deuxième année (semestre 3) de la filière plein temps en économie d'entreprise aux HES et ceux qui sont en emploi, d'intégrer directement la troisième année (semestre 5), ce qui leur permet d'obtenir le bachelor HES d'économiste d'entreprise avec un cursus raccourci.

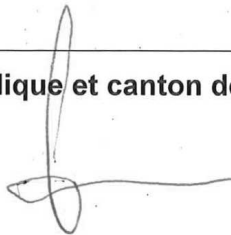
Pour l'EHG



Susanne Welle
Directrice

Genève, le 9 septembre 2025

Pour la République et canton de Genève



Liliane Zossou

Directrice générale de l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue

Genève, le 17.12.2025

Rapport d'évaluation

"Récapitulatif des indicateurs et des objectifs du contrat de prestations 2022-2025 entre l'Etat de Genève et l'UOG"

Bénéficiaire : Université Ouvrière de Genève

Département de tutelle : Département de l'instruction publique, de la culture et du sport

Rappel du but de la subvention et des missions du subventionné :

L'UOG est organisée en association conformément aux articles 60 et suivants du Code Civil suisse et est reconnue d'utilité publique. Elle a pour but de développer une formation de base continue, en priorité des personnes faiblement qualifiées, qui favorise leur intégration politique, sociale, économique et culturelle dans le canton de Genève.

Pour atteindre ce but, elle organise des cours, des séminaires et des ateliers contribuant à la formation de base et à la formation continue des adultes.

L'UOG est certifiée eduQua depuis le 26 septembre 2003.

Cette certification a été renouvelée à plusieurs reprises dont la dernière fois en 2025.

La subvention allouée à l'UOG permet de renforcer l'encadrement, d'élargir l'offre de cours et d'accueillir plus d'étudiants.

L'UOG s'engage à fournir des prestations selon trois catégories de cours :

- le premier type vise **l'acquisition de connaissances** principalement en français et en mathématiques;
- le deuxième type vise **la sensibilisation** à l'apprentissage et à la culture générale;
- le troisième type vise **l'insertion et la réinsertion** et concerne les non-francophones arrivés récemment dans le canton, les chômeurs de longue durée et les personnes à l'assistance publique.

Mention du contrat : contrat de prestations 2022-2025

Durée du contrat : 2022 à 2025

Période évaluée : 2022 à 2024

1. "Objectif fixé dans le contrat de prestations"

Indicateur " Nombre d'élèves par année "

| | Année 2022 | Année 2023 | Année 2024 | Année 2025 |
|-----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| "Valeur cible" | 2'500 | 2'500 | 2'500 | 2'500 |
| "Résultat réel" | 2'322 | 2'422 | 2'387 | |

Commentaire(s) :

Pour rappel et pour faire suite à la demande du SAI, la valeur cible fixée dans le contrat 2022-2025 a été ramenée à 2'500 alors qu'elle était de 4'000 auparavant.

Les résultats annuels pour la période 2022 à 2024 sont très légèrement inférieurs à la valeur cible.

Toutefois, il est à noter que le nombre total d'élèves ayant fréquenté l'UOG pendant ces 3 dernières années s'est élevé à 4'065 (2022), 3'799 (2023) et 4'179 (2024) ce qui prouve qu'il n'y a pas de baisse de la fréquentation mais plutôt une présence accrue des élèves dans nos dispositifs de formation dits « hors contrat ».

2. "Objectif fixé dans le contrat de prestations"

Indicateur " Taux d'abandon des élèves "

| | Année 2022 | Année 2023 | Année 2024 | Année 2025 |
|-----------------|------------|------------|------------|------------|
| "Valeur cible" | < 15% | < 15% | < 15% | < 15% |
| "Résultat réel" | 6.85% | 11.27% | 18.35% | |

Commentaire(s) :

Pour rappel et pour faire suite à la demande du SAI, la valeur cible fixée dans le contrat 2022-2025 a été ajustée à 15% alors qu'elle était de 20% dans les contrats de prestations précédents.

Si cet ajustement n'a pas eu d'incidence sur les résultats 2022 et 2023, la valeur cible a été dépassée en 2024 pour la toute première fois depuis l'existence du contrat de prestations.

Il est à noter que sur les 3 catégories de cours, seul le domaine « Acquisition » obtient, en

3. "Objectif fixé dans le contrat de prestations"

Indicateur " Taux d'absentéisme "

| | Année 2022 | Année 2023 | Année 2024 | Année 2025 |
|-----------------|------------|------------|------------|------------|
| "Valeur cible" | 20% | 20% | 20% | 20% |
| "Résultat réel" | 24.30% | 23.59% | 21.06% | |

Commentaire(s) :

Bien que toujours supérieurs à la valeur cible, les résultats concernant les années 2022 à 2024 s'améliorent progressivement, preuve, s'il en est, que les mesures prises, en accord avec nos partenaires, pour lutter contre cet absentéisme vont dans le bon sens.

Pour rappel, ces mesures consistent en un meilleur suivi des absences qui, si elles sont répétées et sans motif valable, conduisent à l'exclusion des élèves.

En se penchant sur les motifs d'absence, il s'avère qu'en 2022, 28.10% étaient justifiées (congé, maladie, vacances, travail, etc.). En 2023, ce taux d'absences justifiées était de 25.80% et de 49.92% en 2024.

De fait, si l'on tenait formellement compte du taux annuel des absences justifiées, l'UOG atteindrait la valeur cible fixée.

Lors du prochain contrat de prestation, il serait pertinent de pouvoir formellement prendre en compte ce taux d'absences justifiées.

4. "Objectif fixé dans le contrat de prestations"

Indicateur " Taux de satisfaction des élèves (référence eduQua) "

| | Année 2022 | Année 2023 | Année 2024 | Année 2025 |
|-----------------|------------|------------|------------|------------|
| "Valeur cible" | 85% | 85% | 85% | 85% |
| "Résultat réel" | 91.81% | 89.65% | 92.11% | |

Commentaire(s) :

Pour rappel, lors de la conclusion du contrat de prestation 2022-2025, un ajustement de la valeur cible à 85% a été convenu au lieu des 80% précédemment en vigueur.

Cette augmentation ne nous a pas porté préjudice puisque la nouvelle valeur cible a été allègrement dépassée ces trois dernières années.

Par souci de cohérence, peut-être faudrait-il supprimer la mention « référence eduQua » dans le prochain contrat car elle n'est plus valable.

5. "Objectif fixé dans le contrat de prestations"

Indicateur " Conserver un nombre d'heures de cours annuelles identique "

| | Année 2022 | Année 2023 | Année 2024 | Année 2025 |
|-----------------|------------|------------|------------|------------|
| "Valeur cible" | 13'300 | 13'300 | 13'300 | 13'300 |
| "Résultat réel" | 17'369 | 17'645 | 18'136 | |

Commentaire(s) :

Lors des 3 dernières, la valeur cible a été très largement dépassée.

Si l'on compare ces résultats à ceux réalisés lors du contrat 2018-2021 qui oscillaient entre 15'527 (2020) et 16'820 (2019), il s'avère que notre offre de cours en faveur des publics faiblement qualifiés est en constante progression et dépasse, en 2024, la valeur cible de plus de 36% !

Bien que l'on puisse s'en réjouir, il n'en demeure pas moins que cette situation est problématique d'un point de vue financier car l'UOG n'arrivera malheureusement pas à maintenir une telle offre sans moyens supplémentaires.

Observations de l'UOG

Les résultats financiers positifs enregistrés en 2022 (CHF 415'411.-) et 2023 (CHF 124'710.-) sont péjorés par le résultat de l'exercice 2024 qui se termine sur un excédent de charges de **CHF - 332'752.-**. A fin 2024, le résultat cumulé ne s'élève plus qu'à CHF 207'369.-.

Comme le budget 2025, validé par le Comité de l'UOG en décembre 2024, comporte une rubrique « Financements à trouver » de CHF 364'718.- pour atteindre l'équilibre, il est fort probable que, malgré nos efforts, l'exercice se termine à nouveau sur un déficit.

Pour rappel, lors du contrat 2018-2021, nous avons bouclé les 4 années sur un résultat financier cumulé de **CHF - 245 856.-**.

Nous avons alors formulé le souhait de pouvoir conserver nos éventuels futurs excédent de recettes à concurrence du montant indiqué ci-avant.

Au vu de ce qui précède, force est de constater que nous avons peu d'espoir d'atteindre un résultat financier positif à la fin du contrat 2022-2025.

C'est cette situation financière préoccupante qui nous a amené à formuler, en mars dernier, une demande d'augmentation de notre subvention annuelle qui, malheureusement, nous a été refusée par le DIP.

Observations du département :

L'UOG reste un partenaire important dans le cadre de la formation de base des adultes principalement, mais aussi de la formation continue des adultes, et permet de répondre aux besoins de formation des personnes faiblement qualifiées. L'UOG a su adapter ses prestations à la diversité et aux besoins de ses apprenantes et de ses apprenants.

Son importante offre de formations spécifiques permet de répondre aux besoins croissants de formations continues de base et de formations de base pour adultes, permettant de faciliter, entres autres, leur intégration professionnelle.

L'UOG a consolidé sa gouvernance par la création de directions et de commissions spécifiquement dédiées aux finances et aux ressources humaines. Néanmoins, la progression des charges de personnel, conjuguée à un redimensionnement temporaire du financement de certains enseignements relevant du domaine professionnel, entraîne un déficit significatif pour l'exercice 2024. Cette situation survient en dépit de l'augmentation des subventions constatée depuis 2022 et compromet la capacité de l'établissement à reconstituer ses fonds propres à l'issue du déficit de la précédente période contractuelle, dans un contexte où ceux-ci demeurent structurellement faibles au regard du niveau des charges annuelles

Compte tenu de l'arbitrage négatif de la demande d'augmentation de la subvention en 2026, une attention particulière devrait être portée aux charges lors des prochaines années, d'autant plus que certains financements fédéraux risquent d'être amenés à être modifiés.



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

Pour l'UOG

Christophe GUILLAUME
Directeur des prestations et
des relations extérieures

Signature



Place des Droites 3
1201 Genève
Tél. 022 733 50 60
www.uog.ch

Université Ouvrière de Genève

Genève, le 02 juillet 2025

Pour la République et Canton de Genève

Liliane ZOSSOU
Directrice générale de l'OFPC

Signature

Genève, le 17 décembre 2025



KPMG AG
Badenerstrasse 172
Case postale
CH-8036 Zurich

+41 58 249 31 31
kpmg.ch

Rapport de l'auditeur au Conseil d'administration de l'École Hôtelière Genève, Genève, institutions de GastroSuisse, Zurich

Conformément au mandat qui nous a été confié, nous avons procédé à un examen succinct des comptes annuels (bilan, compte de résultat, tableau des flux de trésorerie et annexe) de l'École Hôtelière Genève pour l'exercice arrêté le 31 décembre 2024.

Ces comptes annuels relèvent de la responsabilité du Conseil d'administration alors que notre responsabilité consiste à émettre un rapport sur ces comptes annuels sur la base de notre examen succinct.

Nous avons effectué notre examen succinct selon la Norme d'audit suisse 910 «Review (examen succinct) d'états financiers». Cette norme requiert que l'examen succinct soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalie significative. Un examen succinct comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des procédures analytiques appliquées aux données financières. Il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous avons effectué une review et non un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen succinct, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les comptes annuels ne donnent pas une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats conformément aux RPC fondamentales.

KPMG AG

Reto Kaufmann
Expert-réviseur agréé

Linus Schweiter
Expert-réviseur agréé

Zurich, 11 mars 2025

Annexe:

- Comptes annuels (bilan, compte de résultat, tableau des flux de trésorerie et annexe)

L'Ecole Hôtelière de Genève de GastroSuisse, Zurich

| Bilan en CHF | Annexe | 31.12.2024 | 31.12.2023 |
|---|---------------|-------------------|-------------------|
| ACTIF | | | |
| Liquidités | 1 | 298,482 | 474,283 |
| Créances résultant de la vente de biens et de prestations de services | | 1,392,639 | 1,910,885 |
| Correction de valeur des créances | | -199,297 | -205,677 |
| Autres créances à court terme | | | |
| - envers les tiers | | 155,297 | 57 |
| - envers les parties liées | | 44,838 | 96,285 |
| Stocks | | 26,389 | 23,718 |
| Comptes de régularisation | | 113,404 | 72,986 |
| Actif circulant | | 1,831,752 | 2,372,538 |
| Immobilisations corporelles | 3 | 11,234,032 | 11,507,501 |
| Immobilisations financières | 2 | 32,282 | 32,139 |
| Immobilisations incorporelles | 3 | 188,025 | 50,213 |
| Actif immobilisé | | 11,454,339 | 11,589,853 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 13,286,092 | 13,962,391 |
| PASSIF | | | |
| Dettes résultant de l'achat de biens et de prestations de services | | 156,136 | 31,002 |
| Dettes financières à court terme | | | |
| - envers les parties liées | | 50,000 | 50,000 |
| - envers des tiers | | 150,000 | 550,000 |
| Autres dettes à court terme | | | |
| - envers les tiers | | 422,859 | 607,965 |
| - envers les parties liées | | 116,696 | 248,554 |
| Comptes de régularisation | | 1,437,559 | 1,936,087 |
| Capitaux étrangers à court terme | | 2,333,249 | 3,423,608 |
| Dettes financières à long terme | | | |
| - envers les tiers | | 5,650,000 | 5,800,000 |
| - envers les parties liées | | 550,000 | 600,000 |
| Subventions d'investissements | | 5,818,500 | 6,056,375 |
| Subventions à restituer à l'Etat | 4 | 153,474 | 42,723 |
| Capitaux étrangers à long terme | | 12,171,974 | 12,499,098 |
| Capitaux étrangers | | 14,505,223 | 15,922,705 |
| Perte reportée | | -1,960,315 | -1,985,262 |
| Bénéfice (reporté 2022-2025) | | 741,183 | 24,947 |
| Capitaux propres | | -1,219,132 | -1,960,315 |
| TOTAL DU PASSIF | | 13,286,092 | 13,962,391 |

L'Ecole Hôtelière de Genève de GastroSuisse, Zurich

| Compte de résultat | Annexe | 2024 | 2023 |
|---|---------------|-------------------|-------------------|
| Montants en CHF | | | |
| Subventions | 5 | 887,917 | 1,046,401 |
| Ecolages et revenus d'entretien des étudiants | 6 | 4,720,581 | 3,864,777 |
| Autres produits d'exploitation | 7 | 1,295,521 | 1,647,575 |
| Produits d'exploitation | | 6,904,020 | 6,558,753 |
| Charges d'école, de matériel, de fournitures | | -1,203,109 | -1,126,093 |
| Charges de personnel | | -3,536,020 | -4,028,262 |
| Autres charges d'exploitation | 8 | -987,410 | -1,089,379 |
| Charges d'exploitation | | -5,726,540 | -6,243,734 |
| Résultat d'exploitation avant intérêts et amortissements | | 1,177,480 | 315,019 |
| Amortissements sur immobilisations corporelles meubles | | -66,424 | -37,911 |
| Amortissements sur immobilisations corporelles immeubles | | -390,820 | -390,702 |
| Produits différés des subventions, dons et fonds propres affectés | | 237,875 | 237,875 |
| Résultat d'exploitation avant intérêts | | 958,111 | 124,281 |
| Produits financiers | | 144 | 155 |
| Charges financières | 9 | -106,320 | -95,760 |
| Résultat financier | | -106,176 | -95,606 |
| Résultat avant variation du capital des fonds | | 851,935 | 28,675 |
| Variation subvention à restituer | | -110,752 | -3,728 |
| Résultat de l'exercice | | 741,183 | 24,947 |

| Tableau de flux de trésorerie | 2024 | 2023 |
|---|-----------------|-----------------|
| | CHF | CHF |
| Bénéfice de l'exercice | 741,183 | 24,947 |
| Subvention à restituer | 110,752 | 3,728 |
| Amortissements sur les postes de l'actif immobilisé | 457,244 | 428,614 |
| Produits différés des subventions, dons et fonds propres affectés | -237,875 | -237,875 |
| Variation des créances résultant de la vente de biens et de prestations de services | 511,866 | -864,278 |
| Variation des stocks | -2,671 | 8,785 |
| Variation des autres créances à court terme et des actifs de régularisation | -144,210 | 75,486 |
| Variation des dettes résultant de la vente de biens et de prestations de services | 125,134 | -106,960 |
| Variation des autres dettes à court terme et des passifs de régularisation | -815,492 | 803,430 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | 745,930 | 135,876 |
| Investissement dans des immobilisations corporelles | -159,388 | -151,702 |
| Cession d'immobilisations corporelles | 0 | 136,897 |
| Investissement dans des immobilisations financières | -144 | -155 |
| Investissement dans des immobilisations incorporelles | -162,199 | -50,213 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | -321,731 | -65,173 |
| Sorties de liquidités résultant de dettes à court terme portant intérêt | -600,000 | -400,000 |
| Entrées de liquidités résultant de dettes à long terme portant intérêt | 0 | 300,000 |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | -600,000 | -100,000 |
| VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE | -175,800 | -29,297 |
| Solde de trésorerie au 1er janvier | 474,283 | 503,580 |
| Solde de trésorerie au 31 décembre | 298,482 | 474,283 |
| VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE | -175,800 | -29,297 |

Annexe

Présentation des comptes annuels

Les présents comptes annuels sont présentés en conformité avec les Swiss Gaap RPC fondamentales.

Ces comptes annuels sont établis à la demande du canton de Genève dans le cadre du contrat de prestations nous liant qui implique notamment le suivi des directives transversales du Département de l'instruction Publique de la République et Canton de Genève relative aux institutions subventionnées.

Les présents comptes sont exprimés en francs suisses.

| Fourchette des emplois à plein temps en moyenne annuelle | 2024 | 2023 |
|---|-------------|-------------|
| Nombre de postes en équivalent plein temps | 26 | 28 |

A. Principes régissant l'établissement des comptes annuels

Les comptes ont été établis sur la base de valeurs de continuation.

Evaluation

Les créances sont évaluées à la valeur nominale, déduction faite des pertes de valeur éventuelles. Ces correctifs sont déterminés sur une base individuelle.

Les immobilisations corporelles sont portées au bilan au coût d'acquisition, déduction faite des amortissements nécessaires du point de vue opérationnel. Les amortissements sont effectués de manière linéaire sur la durée d'utilisation estimée.

Durée d'utilisation estimée :

5 ans mobilier et le matériel, les machines et appareils,

3 ans informatique

16 ans rénovation du bâtiment de Vieux-Bois

30 ans rénovation des installations techniques

50 ans nouveaux investissements immobilier

Les subventions affectées aux investissements ont été traitées selon la méthode brute et dissoute sur la durée d'amortissement.

Les pavillons abritant les salles de classe ne figurent pas à l'actif du bilan de l'Ecole car ils sont propriété de GastroSuisse qui les présentent directement dans ses actifs. A titre de loyer, l'Ecole paie CHF 180,000.

Les engagements sont portés au bilan à la valeur nominale.

Les revenus des écolages et de l'entretien des étudiants sont enregistrés dans l'exercice auquel ils se réfèrent.

Les subventions comprennent les éléments monétaires à hauteur de CHF 881,401 et non-montaires pour CHF 9,516 sous la forme d'un droit de superficie accordé par le canton de Genève.

Annexe

B. Explications relatives aux comptes annuels

1 Liquidités

Les liquidités se composent des avoirs en caisse, poste et banques.

2 Immobilisations financières

Cette position comprend un dépôt de garantie auprès de l'UBS de CHF 32'281 qui sert de caution à l'Etat.

3 Immobilisations corporelles et incorporelles

Le mouvement des immobilisations se détaille comme suit:

| 2024 | Rénovation immeuble - construction pavillon III et parking-garage - installations techniques | Complém. travaux et étude VB | Mobilier pavillon | Machines et appareils | Informatique | Immobilisation s incorporelles | Total |
|---|---|---|------------------------------|----------------------------------|---------------------|---|-------------------|
| Valeurs comptables nettes 01.01.2024 | 9,220,000 | 2,246,372 | 2,940 | 2,881 | 35,308 | 50,213 | 11,557,714 |
| <i>Valeurs brutes actuelles</i> | | | | | | | |
| Situation 01.01.2024 | 11,500,776 | 2,779,240 | 18,924 | 18,371 | 48,811 | 50,213 | 14,416,334 |
| Entrées | 25,567 | 0 | 64,720 | 22,090 | 47,011 | 162,199 | 321,587 |
| Situation 31.12.2024 | 11,526,343 | 2,779,240 | 83,644 | 40,461 | 95,822 | 212,412 | 14,737,921 |
| <i>Corrections de valeur cumulées</i> | | | | | | | |
| Situation 01.01.2024 | -2,280,776 | -532,868 | -15,984 | -15,490 | -13,503 | 0 | -2,858,620 |
| Amortissements planifiés | -239,117 | -173,703 | -3,708 | -2,352 | -13,977 | -24,387 | -457,244 |
| Situation 31.12.2024 | -2,519,893 | -706,570 | -19,692 | -17,842 | -27,480 | -24,387 | -3,315,864 |
| Valeurs comptables nettes 31.12.2024 | 9,006,450 | 2,072,669 | 63,952 | 22,619 | 68,342 | 188,025 | 11,422,057 |
| 2023 | Rénovation immeuble - construction pavillon III et parking-garage - installations techniques | Complém. travaux et étude VB | Mobilier pavillon | Machines et appareils | Informatique | Immobilisation s incorporelles | Total |
| Valeurs comptables nettes 01.01.2023 | 9,459,000 | 2,420,074 | 5,820 | 3,114 | 33,301 | 0 | 11,921,310 |
| <i>Valeurs brutes actuelles</i> | | | | | | | |
| Situation 01.01.2023 | 11,500,776 | 2,779,240 | 18,924 | 17,633 | 34,744 | 0 | 14,351,316 |
| Entrées | 0 | 0 | 0 | 739 | 14,067 | 50,213 | 65,018 |
| Situation 31.12.2023 | 11,500,776 | 2,779,240 | 18,924 | 18,371 | 48,811 | 50,213 | 14,416,334 |
| <i>Corrections de valeur cumulées</i> | | | | | | | |
| Situation 01.01.2023 | -2,041,776 | -359,165 | -13,104 | -14,518 | -1,444 | 0 | -2,430,007 |
| Amortissements planifiés | -239,000 | -173,702 | -2,880 | -972 | -12,059 | 0 | -428,613 |
| Situation 31.12.2023 | -2,280,776 | -532,868 | -15,984 | -15,490 | -13,503 | 0 | -2,858,620 |
| Valeurs comptables nettes 31.12.2023 | 9,220,000 | 2,246,372 | 2,940 | 2,881 | 35,308 | 50,213 | 11,557,714 |

La banque possède des cédules hypothécaires à hauteur de CHF 4,500,000 en garantie des immeubles situés à l'Avenue de la Paix 12 à Genève.

Annexe

4 Part excédentaire des subventions

Un nouveau contrat de prestations a été conclu entre l'Ecole Hôtelière de Genève et l'Etat de Genève pour la période de 2022 à 2025. Les directives transversales de l'Etat de Genève fixe les modalités de répartition du résultat annuel. Le contrat fixe la part du résultat restituable qui est de 13% du bénéfice d'exploitation.

5 Subventions DIP

Les subventions financières de l'Etat de Genève se montent à CHF 887,917 en 2024, conforme au contrat de prestations signés pour la période de 2022 à 2025.

6 Ecolages et revenus d'entretien des étudiants

Dans les revenus d'ecolages et les revenus d'entretien des étudiants est comptabilisé le chiffre d'affaires résultant de la formation donnée sur le site à Genève et un montant total de CHF 304,700 représentant des aides AES versés par des cantons autres que Genève.

7 Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation englobent les positions suivantes :

- les recettes liées à divers cours, aux remboursements des coûts d'organisation des cours interentreprises, des cours Qualification+
- les produits d'immeuble pour CHF 159,071 du Restaurant Vieux-Bois SA, calculé sur 6% du chiffre d'affaires.

8 Autres charges d'exploitation

| | 2024 | 2023 |
|--|-----------------|-------------------|
| Autres charges d'école | -22,021 | -41,198 |
| Charges administratives et informatique Entretien, réparation, remplacement et assurances Energies | -84,298 | -155,333 |
| Autres charges d'administration | -122,720 | -106,747 |
| Frais immobiliers et d'assurances | -222,382 | -230,467 |
| Charges de locaux et de leasing | -64,778 | -56,925 |
| Autres charges d'exploitation | -241,073 | -256,900 |
| Commission de gestion et d'incitation | -16,333 | -20,355 |
| Totaux | -87,000 | -66,000 |
| | -987,410 | -1,089,379 |

(a) Charges de locaux et de leasing

Les loyers comprennent le droit de superficie de CHF 49,080 monétaire et CHF 9,516 non-monétaire. Le droit de superficie a une échéance au 31.12.2074. Les loyers comprennent également CHF 180,000 de loyers facturés par GastroSuisse pour les locaux situés à Genève.

9 Charges financières

Les charges financières comprennent les intérêts sur les dettes à court et à long terme portant intérêt, ainsi que sur le compte courant Vieux-Bois.

C. Informations supplémentaires

Engagements hors bilan

Des engagements découlant de contrats de leasing non portés au bilan s'élèvent à CHF 16,332 (2023: CHF 18,184).

Parties liées

GastroSuisse et Restaurant Vieux-Bois SA sont considérés comme des parties liées. Les transactions y relatives ont été faites à la valeur du marché.

Rémunération des dirigeants

La rémunération globale brute AVS (sans frais) des dirigeants pour l'exercice 2024 se monte à CHF 205'280 (2023: CHF 215,273.30).

Tableau de variation des fonds propres **2024** **2023**

Tableau de suivi des résultats

| | | |
|---|-------------------|-------------------|
| Résultat avant variation des fonds propres | 851,935 | 28,675 |
| <u>Subvention à restituer à l'Etat</u> | | |
| Solde à nouveau | 42,723 | 38,995 |
| Répartition de la part du résultat revenant à l'Etat 13% | 110,751 | 3,728 |
| Solde final | 153,474 | 42,723 |
| | | |
| <u>Résultat période 2022-2025</u> | | |
| Perte reportée | -1,960,315 | -1,985,262 |
| Attribution à la part de subvention non dépensées 87% revenant à GastroSuisse | 741,183 | 24,947 |
| Résultat après répartition | -1,219,132 | -1,960,315 |

Le contrat de prestations entre l'Ecole Hôtelière de Genève et la le canton de Genève s'étend de 2022 à 2025.

L'Ecole Hôtelière de Genève de GastroSuisse, Zurich

| Compte de résultat | 2024 | Budget 2024 (non audité) | 2023 |
|---|-------------------|-------------------------------------|-------------------|
| Montants en CHF | | | |
| Subventions DIP | 887,917 | 878,400 | 878,401 |
| Subventions GastroSuisse | 0 | 0 | 168,000 |
| Ecolages et revenus d'entretien des étudiants | 4,720,581 | 3,886,191 | 3,864,777 |
| Revenus Pully | 0 | 0 | 365,461 |
| Autres revenus | 1,132,717 | 1,233,323 | 1,197,195 |
| Produits d'immeuble | 159,071 | 149,804 | 139,353 |
| Diminution du chiffre d'affaires | 3,734 | -24,000 | -54,434 |
| Produits d'exploitation | 6,904,020 | 6,123,718 | 6,558,753 |
| Charges d'école, de matériel, de fournitures | -1,203,109 | -1,048,382 | -1,126,093 |
| Charges de personnel | -3,536,020 | -3,644,776 | -4,028,262 |
| Autres charges d'école | -22,021 | -15,500 | -41,198 |
| Charges administratives et informatique | -84,298 | -208,300 | -155,333 |
| Entretien, réparation, remplacement et assurances | -126,805 | -142,080 | -155,455 |
| Energies | -122,720 | -118,656 | -106,747 |
| Autres charges d'administration | -222,382 | -201,161 | -230,467 |
| Frais immobiliers et d'assurances | -64,778 | -95,260 | -56,925 |
| Charges de locaux et de leasing | -241,073 | -229,080 | -256,900 |
| Autres charges d'exploitation | -16,333 | -1,524 | -20,355 |
| Commission de gestion et d'incitation | -87,000 | -66,000 | -66,000 |
| Charges d'exploitation | -5,726,540 | -5,770,719 | -6,243,734 |
| Résultat d'exploitation avant intérêts et amortissements | 1,177,480 | 352,999 | 315,019 |
| Amortissements sur immobilisations corporelles meubles | -66,424 | -102,325 | -37,911 |
| Amortissements sur immobilisations corporelles immeubles | -390,820 | -394,150 | -390,702 |
| Produits différés des subventions, dons et fonds propres affectés | 237,875 | 237,876 | 237,875 |
| Résultat d'exploitation avant intérêts | 958,111 | 94,400 | 124,281 |
| Produits financiers | 144 | 0.00 | 155 |
| Charges financières | -106,320 | -94,400 | -95,760 |
| Résultat financier | -106,176 | -94,400 | -95,606 |
| Résultat avant variation du capital des fonds | 851,935 | 0 | 28,675 |
| Variation subvention à restituer | -110,752 | 0.00 | -3,728 |
| Résultat de l'exercice | 741,183 | 0 | 24,947 |

**UNIVERSITE OUVRIERE DE GENEVE
(UOG)**

GENEVE

**RAPPORT
DE L'ORGANE DE REVISION
SUR L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS
AU 31 DECEMBRE 2024**

RAPPORT DE L'ORGANE DE REVISION

A l'assemblée générale de l'Université Ouvrière de Genève, Genève

Rapport sur l'audit des comptes annuels

Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Université Ouvrière de Genève, comprenant le bilan au 31 décembre 2024, le compte de résultat et le tableau de financement (flux de trésorerie), le tableau de variation du capital pour l'exercice clos à cette date ainsi que l'annexe, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes annuels donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'association au 31 décembre 2024 ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux **Swiss GAAP RPC** et à la directive transversale de l'Etat de Genève et sont conformes à la loi suisse.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels » de notre rapport. Nous sommes indépendants de l'association, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Autres informations

Selon la **Swiss GAAP RPC 21**, le rapport de performance constitue un élément des comptes annuels. Toutefois, les indications de ce rapport de performance ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle ordinaire de l'organe de révision.

Responsabilités du Comité de l'association relatives aux comptes annuels

Le Comité est responsable de l'établissement des comptes annuels, lesquels donnent une image fidèle conformément aux **Swiss GAAP RPC**, à la directive transversale de l'Etat de Genève « présentation et révision des états financiers des entités subventionnées et des autres entités para-étatiques » et aux dispositions légales. Les directives départementales concernant le secteur, aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Comité de l'association. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, le comité est responsable d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre l'exploitation. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité de l'association à poursuivre ses activités et d'établir le bilan sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf si le comité a l'intention de liquider l'association ou de cesser l'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

./.

Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse, aux Swiss GAAP RPC et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH, nous exerçons notre jugement professionnel tout au long de l'audit et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevée que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, de fausses déclarations ou le contournement de contrôles internes.
- Nous acquérons une compréhension du système de contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'association.
- Nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations y afférentes.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le conseil d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation appliqué et, sur la base des éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport sur les informations à ce sujet fournies dans les comptes annuels ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion d'audit modifiée. Nous établissons nos conclusions sur la base des éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Des situations ou événements futurs peuvent cependant amener l'association à cesser son exploitation.

Nous communiquons au Comité ou à sa commission compétente, notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus ainsi que nos constatations d'audit importantes, y compris toute déficience majeure dans le système de contrôle interne, relevée au cours de notre audit.


./.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires


Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch.3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du conseil d'administration.

En outre, nous attestons que le tableau de variation du Capital est conforme à la loi suisse et aux statuts, et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Genève, le 21 mai 2025 / 5 - 2

CF Compagnie fiduciaire de révision sa

Claude CHAPEL
Expert-réviseur agréé



Alexandra SOCQUET
Expert-réviseur agréée
Réviseur responsable

Annexes :

- Comptes annuels (bilan, compte de résultat, tableau de flux de trésorerie et annexe)

UNIVERSITE OUVRIERE DE GENEVE
Genève

BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

| | <u>2024</u> | <u>2023</u> |
|--|---------------------|---------------------|
| <u>ACTIF</u> | <u>CHF</u> | <u>CHF</u> |
| Liquidités | 1) 464 456.75 | 1 187 156.92 |
| Créances résultant de prestations | 2) 527 797.63 | 455 857.21 |
| Stock | 3) 12 459.94 | 24 773.34 |
| Comptes de régularisation actifs | 4) 407 368.29 | 539 513.57 |
| Total actif circulant | 1 412 082.61 | 2 207 301.04 |
| | | |
| Immobilisations financières | 48 879.25 | 48 617.65 |
| Immobilisations corporelles | 5) 81 235.55 | 99 924.72 |
| Total actif immobilisé | 130 114.80 | 148 542.37 |
| | | |
| TOTAL ACTIF | 1 542 197.41 | 2 355 843.41 |
| | | |
| <u>PASSIF</u> | | |
| | | |
| Dettes résultant de livraisons et de prestations | 6) 177 164.75 | 12 117.90 |
| Autres dettes à court terme | 7) 48 091.97 | 44 257.70 |
| Comptes de régularisation passifs | 8) 228 721.42 | 904 335.20 |
| Total capitaux étrangers à court terme | 453 978.14 | 960 710.80 |
| | | |
| Autres dettes à long terme | | |
| Dettes financières à long terme ne portant pas d'intérêts | 9) 246 587.89 | 220 748.72 |
| Total capitaux étrangers à long terme | 246 587.89 | 220 748.72 |
| | | |
| Capital de base | 860 000.00 | 860 000.00 |
| Capital lié | 10) 20 118.00 | 20 118.00 |
| Capital libre *(renvoi tableau de répartition du bénéfice) | * (38 486.62) | 294 265.89 |
| Capital de l'organisation | 841 631.38 | 1 174 383.89 |
| | | |
| TOTAL PASSIF | 1 542 197.41 | 2 355 843.41 |

UNIVERSITE OUVRIERE DE GENEVE
Genève

COMPTE DE RESULTAT DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

| | | <u>2024</u> | <u>BUDGET 2024</u> | <u>2023</u> |
|---|---------|----------------------|---------------------|---------------------|
| | | <u>CHF</u> | <u>CHF</u> | <u>CHF</u> |
| Subventions et donations reçues | 12) | 350 492.40 | 306 400.00 | 278 570.00 |
| Subvention DIP | | 1 080 000.00 | 1 080 000.00 | 1 080 000.00 |
| Produits de prestations | 13)-14) | 4 177 914.80 | 4 525 492.00 | 4 209 525.08 |
| Valorisation des prestations des bénévoles | | 474 300.00 | 520 000.00 | 488 900.00 |
| Produits d'exploitation | | 6 082 707.20 | 6 431 892.00 | 6 056 995.08 |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION | | 6 082 707.20 | 6 431 892.00 | 6 056 995.08 |
| Charges de personnel de formation | | 3 985 924.89 | 3 842 105.00 | 3 725 427.54 |
| Charges de personnel administratif | | 1 126 650.20 | 1 308 311.00 | 1 083 135.64 |
| Charges de personnel | | 5 112 575.09 | 5 150 416.00 | 4 808 563.18 |
| Charges d'exploitation | 15) | 1 254 892.71 | 1 258 521.00 | 1 081 343.93 |
| Charges d'exploitation | | 1 254 892.71 | 1 258 521.00 | 1 081 343.93 |
| Amortissements des actifs immobilisés | | 43 606.22 | 7 000.00 | 38 824.44 |
| Amortissements et corrections de valeur des actifs | | 43 606.22 | 7 000.00 | 38 824.44 |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION | | 6 411 074.02 | 6 415 937.00 | 5 928 731.55 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | (328 366.82) | 15 955.00 | 128 263.53 |
| Résultat financier | | 4 385.69 | 6 900.00 | 3 553.40 |
| Résultat financier | | 4 385.69 | 6 900.00 | 3 553.40 |
| RESULTAT AVANT VARIATION DU CAPITAL DES FONDS | | (332 752.51) | 9 055.00 | 124 710.13 |
| Variation du capital des fonds | 16) | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| RESULTAT ANNUEL (avant allocations au capital de l'organisation) | | (332 752.51) | 9 055.00 | 124 710.13 |

UNIVERSITE OUVRIERE DE GENEVE
Genève

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
ARRETES AU 31 DECEMBRE 2024

Selon article 959c CO

1) Informations sur les principes mis en application dans les comptes annuels

Principes comptables

Les présents comptes annuels ont été établis conformément aux directives de la loi suisse, particulièrement selon les articles de la comptabilité commerciale et la présentation des comptes du Code des Obligations (art. 957 et ss.).

L'établissement des comptes annuels requiert du Comité de l'association des estimations et des évaluations qui pourraient influencer l'importance des valeurs au bilan, ainsi que des comptes de charges et produits de la période de référence. Le Comité de l'association prend une décision pour chaque cas à son entière discrétion; dans le cadre de précaution, des amortissements, des corrections de valeurs et des provisions sont constituées.

Monnaies étrangères

Les comptes annuels sont établis en francs suisses (CHF)

Le seuil d'activation recommandé des directives transversales de CHF 3'000 est respecté.

2) Informations, détails et commentaires concernant certains postes du bilan et du compte de résultat

Voir détails pages suivantes

- la garantie de loyer a été sortie des liquidités et figure dans l'actif immobilisé

| | <u>2024</u> | <u>2023</u> |
|---|--------------------|--------------------|
| | <u>CHF</u> | <u>CHF</u> |
| 3) Dissolution nette des réserves latentes | Néant | Néant |
| 4) Autres informations prescrites par la loi | Néant | Néant |
| 5) Effectif du personnel | 40.30 | 40.60 |
| 6) Participations essentielles | Néant | Néant |
| 7) Actions propres | Néant | Néant |
| 8) Dettes découlant de contrats de leasing supérieurs à un an | Néant | Néant |
| 9) Dettes envers les institutions de prévoyance professionnelle | 76 280.24 | 41 324.00 |

UNIVERSITE OUVRIERE DE GENEVE
Genève

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
ARRETES AU 31 DECEMBRE 2024

Selon article 959c CO

| | | |
|---|------------|------------|
| 10) Montant total des sûretés constituées en faveur des tiers | | |
| - Garantie Loyer | 48 879.25 | 48 617.65 |
| - Limite de Crédit Covid chez PostFinance | 172 140.00 | 234 760.00 |
| 11) Montant total des actifs engagés en garantie des dettes de l'entreprise et celui des actifs grevés d'une réserve de propriété | Néant | Néant |
| 12) Engagements conditionnels | Néant | Néant |
| 13) Nombre et valeur des droits de participation (ou option) accordés aux membres de l'organe de direction ou d'administration, ainsi qu'aux collaborateurs | Néant | Néant |
| 14) Explications relatives aux postes extraordinaires, uniques ou hors période du compte de résultat | Néant | Néant |
| 15) Evénements importants survenus après la date du bilan | Néant | Néant |
| 16) Motif de la démission de l'organe de révision | Néant | Néant |
| 17) Emprunts obligataires émis par la société | Néant | Néant |
| 18) Indications non prescrites par la loi | Néant | Néant |
| 19) Montant global des indemnités versées aux membres de la direction de l'UOG entité par catégorie d'indemnité | 0.00 | 0.00 |

UNIVERSITE OUVRIERE DE GENEVE
Genève

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
ARRETES AU 31 DECEMBRE 2024

Selon article 959c CO

2) Informations, détails et commentaires concernant certains postes du bilan

| | <u>2024</u> | <u>2023</u> |
|---|--------------------------|----------------------------|
| (Détail 1) <u>LIQUIDITES</u> | <u>CHE</u> | <u>CHE</u> |
| Caisses | 7 091.35 | 3 915.50 |
| CCP | 220 372.55 | 426 249.85 |
| Banque CLER, compte courant | 233 609.95 | 756 101.75 |
| SUMUP | 3 382.90 | 889.82 |
| Total liquidités | <u>464 456.75</u> | <u>1 187 156.92</u> |
| (Détail 2) <u>CREANCES RESULTANT DE VENTES</u> | | |
| SMPE / OCE - Office cantonal de l'emploi | 0.00 | 29 280.02 |
| SBPE - Services des bourses et prêts d'études | 152 835.00 | 106 970.00 |
| Partenaires (Ortra, Communes, EGP, IFC, etc.) | 23 293.20 | 23 382.90 |
| Partenaires UOG (AIVE - FAAG - C9- BPEV) | 66 725.00 | 10 225.00 |
| BIE - Bureau de l'intégration des étrangers - SEM | 106 560.00 | 121 320.00 |
| Cogerim | 5 729.00 | 0.00 |
| Hospice général | 20 485.60 | 63 740.00 |
| Autres, notamment taxes d'écolages individuels | 151 683.90 | 105 528.20 |
| Correction débiteurs collectifs | 8 452.00 | 0.00 |
| Provision perte sur débiteurs | (7 966.07) | (4 588.91) |
| Total créances résultant de ventes | <u>527 797.63</u> | <u>455 857.21</u> |
| (Détail 3) <u>STOCKS</u> | | |
| Stock Cafétéria UOG | 1 051.31 | 1 775.37 |
| Stock matériel de bureau au 31-12 | 11 408.63 | 22 997.97 |
| Total stocks | <u>12 459.94</u> | <u>24 773.34</u> |

UNIVERSITE OUVRIERE DE GENEVE
Genève

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
ARRETES AU 31 DECEMBRE 2024

Selon article 959c CO

(Détail 4) **ACTIFS TRANSITOIRES**

| | | |
|--|--------------------------|--------------------------|
| Avance s/salaire enseignant.e.s | 2 500.00 | 0.00 |
| <u>Charges payées d'avance</u> | <u>10 972.53</u> | <u>31 359.95</u> |
| WEBSITE, carnets d'heures | 0.00 | 5 435.40 |
| GIT, prorata abonnement 2024 | 1 528.40 | 1 533.35 |
| OPTIMISO | 3 027.80 | 2 976.07 |
| IFC - frais de formations | 0.00 | 11 040.00 |
| GLOWBL, license | 916.70 | 2 205.86 |
| Local Search - abonnement janvier à octobre 2022 | 1 116.65 | 1 104.00 |
| Mobilière assurance | 2 912.70 | 2 618.95 |
| Autres | 1 470.28 | 4 446.32 |
| <u>Produits à recevoir</u> | <u>393 895.76</u> | <u>508 153.62</u> |
| FFPC - 2023 FRINT | 0.00 | 74 000.00 |
| FFPC - 2020 - 2022 CONCI | 0.00 | 74 283.75 |
| FFPC - 2018 - 2022 FOR FSEA | 0.00 | 13 916.00 |
| FFPC - 2020 - 2023 FRNET | 0.00 | 55 133.76 |
| FFPC - 2023 EMS | 0.00 | 81 380.00 |
| FFPC - 2022 APPRENTIS TCP | 0.00 | 12 000.00 |
| FFPC - 2022 FRBAT | 0.00 | 12 000.00 |
| FFPC - 2019 - 2022 CONCE | 0.00 | 5 774.00 |
| FFPC - 2023 - 2024 FRBAT | 31 228.00 | 0.00 |
| FFPC - 2023 - 2024 APPRENTIS TCP | 27 000.00 | 0.00 |
| FFPC - 2023 - 2024 FRINT | 111 945.00 | 0.00 |
| FFPC - 2023 - 2024 FOR FSEA | 732.00 | 0.00 |
| FFPC - 2020-2024 EMS | 38 947.00 | 0.00 |
| FFPC - 2020 - 2024 FR NETTOYAGE | 10 206.96 | 0.00 |
| Cogerim - retour de charges | 0.00 | 11 762.45 |
| AIVE - honoraires et frais de comptabilité 2023 | 0.00 | 15 430.00 |
| BIE - PIC - Par les mots 2023 | 0.00 | 19 000.00 |
| BIE - PIC - Français Meyrin 2024 | 15 000.00 | 0.00 |
| SBPE - Ecolages individuels à facturer | 130 810.00 | 94 320.00 |
| Ecolages individuels 2024 à recevoir | 20 838.90 | 0.00 |
| Autres | 7 187.90 | 39 153.66 |
| Total actifs transitoires | <u>407 368.29</u> | <u>539 513.57</u> |

(Détail 5) **IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

| | | |
|---|---------------|---------------|
| Matériel, machines | 242 552.05 | 242 552.05 |
| Fonds d'amortissement matériel et machines | (242 552.05) | (242 552.05) |
| Mobilier | 357 628.35 | 357 628.35 |
| Fonds d'amortissement mobilier | (357 628.35) | (357 628.35) |
| Matériel informatique | 651 654.30 | 626 737.25 |
| Fonds d'amortissement matériel informatique | (629 939.19) | (620 682.60) |
| Logiciels informatiques | 175 273.65 | 175 273.65 |
| Fonds d'amortissement logiciels informatiques | (175 273.65) | (174 986.07) |
| Renouvellement informatique subventionné | 161 207.34 | 161 207.34 |
| Fonds renouv. Informatique subventionné | (161 207.34) | (156 905.51) |

UNIVERSITE OUVRIERE DE GENEVE
Genève

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
ARRETES AU 31 DECEMBRE 2024

Selon article 959c CO

| | | |
|--|------------------|------------------|
| Cafétéria - Matériel et agencement | 225 088.60 | 225 088.60 |
| Fonds d'amortissement matériel et agencement cafétéria | (225 088.60) | (225 088.60) |
| Autres investissements | 398 807.03 | 398 807.03 |
| Fonds d'amortissement d'autres investissements | (339 286.59) | (309 526.37) |
| Total immobilisations corporelles | 81 235.55 | 99 924.72 |

UNIVERSITE OUVRIERE DE GENEVE
Genève

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
ARRETES AU 31 DECEMBRE 2024

Selon article 959c CO

(Détail 6) **DETTES RESULTANT DE LIVRAISONS ET PRESTATIONS**

| | | |
|---|-------------------|------------------|
| CCGC solde 2024 | 39 092.45 | 25 444.35 |
| CIEPP - LPP fact. déc. 2024 | 76 280.24 | 41 324.00 |
| AFC - Impôt à la source déc.2024 et solde 2024 | 15 334.95 | 3 763.45 |
| GROUPE MUTUEL - LAA et LAAC | 4 196.55 | |
| ZURICH assurance perte de gain maladie | 8 397.80 | (59 694.90) |
| Correction débiteurs collectifs | 8 452.00 | 0.00 |
| Autres | 25 410.76 | 1 281.00 |
| Total dettes résultant de livraisons et de prestations | 177 164.75 | 12 117.90 |

(Détail 7) **AUTRES DETTES A COURT TERME**

| | | |
|---|------------------|------------------|
| Provision heures dues et Salaires à payer | 48 091.97 | 44 257.70 |
| Total autres dettes à court terme | 48 091.97 | 44 257.70 |

UNIVERSITE OUVRIERE DE GENEVE
Genève

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
ARRETES AU 31 DECEMBRE 2024

Selon article 959c CO

(Détail 8) **PASSIFS TRANSITOIRES**

| | | |
|---|--------------------------|--------------------------|
| <u>Charges à payer</u> | <u>67 892.25</u> | <u>189 554.67</u> |
| ZURICH assurance perte de gain maladie | 0.00 | 64 898.60 |
| FFPC - 2018 - 2022 Prud'hommes | 0.00 | 43 340.00 |
| DEVILLARD | 0.00 | 16 547.35 |
| Prov. honoraires révision 2024 | 10 800.00 | 10 770.00 |
| Multipersonnel | 0.00 | 10 136.45 |
| Honoraires formation numérotie - solde 2023 | 0.00 | 6 873.99 |
| EGP - location de salles | 0.00 | 6 240.00 |
| SIG | 0.00 | 5 362.45 |
| CIEPP, solde 2023 | 0.00 | 11 559.60 |
| Intragraal IT | 0.00 | 1 183.62 |
| VTX | 271.70 | 420.10 |
| SUPERSMASH - graphisme | 0.00 | 3 172.70 |
| Groupe Mutuel - solde 2023 | 0.00 | 908.05 |
| Swisscom | 0.00 | 737.05 |
| Website - heures 2024 dûes | 2 662.50 | 0.00 |
| FFPC - 2018 - 2024 - juges prud'hommes | 31 104.00 | 0.00 |
| FFPC - 2019 - écrit pro | 8 614.10 | 0.00 |
| Autres | 14 439.95 | 7 404.71 |
| | | |
| <u>Produits reçus d'avance</u> | <u>160 829.17</u> | <u>714 780.53</u> |
| FFPC - acomptes 2024 | 0.00 | 567 120.00 |
| Ecolages 2025 encaissés en 2024 | 158 905.17 | 132 794.33 |
| Locations 2025 encaissées en 2024 | 1 924.00 | 14 866.20 |
| Total passifs transitoires | <u>228 721.42</u> | <u>904 335.20</u> |

(Détail 9) **FONDS ETRANGERS A LONG TERME**

| | | |
|---|--------------------------|--------------------------|
| Caution clefs Selecta | 720.00 | 700.00 |
| Fonds étrangers non-réclamés | 1 436.20 | 17 679.30 |
| Prêt COVID-19 | 142 443.69 | 202 369.42 |
| Provision loyers 2024 | 101 988.00 | 0.00 |
| Total fonds étrangers à long terme | <u>246 587.89</u> | <u>220 748.72</u> |

(Détail 10) **CAPITAL LIE**

| | | |
|---|-------------------------|-------------------------|
| Fonds de réserve pour développement activités UOG | <u>20 118.00</u> | <u>20 118.00</u> |
| Total capital lié | <u>20 118.00</u> | <u>20 118.00</u> |

UNIVERSITE OUVRIERE DE GENEVE
Genève

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2024
ARRETES AU 31 DECEMBRE 2024
Selon article 959c CO

2) Informations, détails et commentaires concernant certains postes du compte de résultat

| | <u>2024</u> | <u>BUDGET 2024</u> | <u>2023</u> |
|--|-------------------|--------------------|-------------------|
| | <u>CHF</u> | <u>CHF</u> | <u>CHF</u> |
| (Détail 12) <u>SUBVENTIONS ET DONNS</u> | | | |
| <u>Ville de Genève</u> | <u>245 210.00</u> | <u>240 400.00</u> | <u>240 400.00</u> |
| <u>Autres communes genevoises</u> | <u>18 900.00</u> | <u>6 000.00</u> | <u>5 800.00</u> |
| Commune de Cartigny | 200.00 | | |
| Commune de Collonge-Bellerive | 3 000.00 | | |
| Commune de Genthod | 1 000.00 | | |
| Commune de Meinier | 0.00 | | 300.00 |
| Commune de Perly-Certoux | 500.00 | | |
| Commune de Plan-les-Quates | 5 000.00 | | |
| Commune de Puplinge | 0.00 | | 500.00 |
| Commune de Russin | 1 400.00 | | |
| Commune de Thônex | 2 000.00 | | |
| Commune de Troinex | 500.00 | | |
| Commune de Versoix | 300.00 | | |
| Ville de Carouge | 5 000.00 | | 5 000.00 |
| <u>Syndicats et caisses paritaires</u> | <u>86 000.00</u> | <u>60 000.00</u> | <u>31 000.00</u> |
| Commission paritaire Second Œuvre, CPSO | 15 000.00 | | 15 000.00 |
| Conférence paritaire de la Métallurgie du Bâtiment, CPMBG | 40 000.00 | | |
| CP Parcs & Jardins | 8 000.00 | | 8 000.00 |
| Commission paritaire Gros Œuvre, CPGO | 5 000.00 | | 5 000.00 |
| Conseil professionnel de l'Industrie des Garages, CPIG | 1 000.00 | | 1 000.00 |
| Commission paritaire genevoise du Nettoyage, CPPGN | 15 000.00 | | |
| Commission paritaire Carrosserie - Garages CPCG | | | 1 000.00 |
| Commission paritaire des architectes à Genève - CPAG | | | |
| Commission partiaire Bureaux d'ingénieurs GE | 2 000.00 | | 1 000.00 |
| <u>Dons</u> | <u>382.40</u> | <u>0.00</u> | <u>1 370.00</u> |
| Total subventions et dons | 350 492.40 | 306 400.00 | 278 570.00 |

UNIVERSITE OUVRIERE DE GENEVE
Genève

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2024
ARRETES AU 31 DECEMBRE 2024

Selon article 959c CO

(Détail 13) **PRODUITS DE FORMATION**

| | | | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| Commanditaires associations professionnelles | 551 571.15 | 873 492 | 664 263.16 |
| Financement SEM - BIC - Bureau de l'intégration citoyenne - AIS | 842 234.00 | 1 080 000 | 923 585.95 |
| Autres commanditaires (<i>dont OFPC PAI et SEM-BIC- PIC</i>) | 747 581.41 | 650 000 | 724 426.54 |
| Commanditaires communes | 202 314.03 | 202 000 | 200 068.10 |
| Ecolages | 857 442.49 | 890 000 | 852 840.36 |
| Financement LACI - Office cantonal de l'emploi | 66 239.40 | 42 000 | 58 181.52 |
| SBPE - Service de bourses et prêts d'études | 579 100.00 | 518 000 | 461 195.00 |
| Total produits de formation | 3 846 482.48 | 4 255 492.00 | 3 884 560.63 |

(Détail 14) **AUTRES RECETTES**

| | | | |
|------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Autres prestations | 82 390.85 | 80 000 | 88 074.05 |
| Cotisations membres | 11 410.00 | 11 000 | 7 440.00 |
| Locations UOG | 207 454.20 | 190 000 | 212 571.70 |
| Recettes Cafétéria | 12 671.60 | 13 000 | 15 083.36 |
| Produits divers | 33 032.83 | 1 000.00 | 11 263.70 |
| Total autres recettes | 346 959.48 | 295 000.00 | 334 432.81 |

(Détail

| | | | |
|---|--------------|--------------|--------------|
| 14bis) Perte sur débiteurs | (12 150.00) | (20 000.00) | (11 725.00) |
| Variation de la provision sur débiteurs | (3 377.16) | (5 000.00) | 2 256.64 |

| | | | |
|--|---------------------|---------------------|--------------------|
| Total pertes et variation sur débiteurs | (15 527.16) | (25 000.00) | (9 468.36) |
|--|---------------------|---------------------|--------------------|

UNIVERSITE OUVRIERE DE GENEVE
Genève

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2024
ARRETES AU 31 DECEMBRE 2024

Selon article 959c CO

(Détail 15) **FRAIS ADMINISTRATIFS ET TELECOMMUNICATIONS**

| | | | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| Fournitures de bureau et informatique | 31 092.30 | 21 000.00 | 29 687.61 |
| Documentation, photocopies et photocopieurs | 87 719.13 | 60 000.00 | 84 064.34 |
| Charges publicitaires | 21 658.54 | 35 000.00 | 22 155.03 |
| Maintenance informatique | 89 069.80 | 70 000.00 | 46 082.34 |
| Affranchissements | 11 021.39 | 11 000.00 | 9 198.54 |
| Téléphone, internet | 16 962.35 | 18 000.00 | 16 985.25 |
| Cotisations, taxes | 6 578.45 | 6 000.00 | 5 717.35 |
| Animations, expositions, frais de représentation | 47 152.63 | 45 000.00 | 34 657.17 |
| Honoraires révision comptable | 10 827.45 | 10 700.00 | 10 770.00 |
| Certification - qualité | 5 310.75 | 16 207.00 | 3 884.75 |
| Autres charges | (386.13) | 0.00 | (2 620.29) |
| Entretien immeuble | 57 630.99 | 42 000.00 | 52 215.90 |
| Loyers y.c. charges | 860 447.00 | 915 614.00 | 760 879.15 |
| Cafétéria | 9 808.06 | 8 000.00 | 7 666.79 |
| Total charges d'exploitation | 1 254 892.71 | 1 258 521.00 | 1 081 343.93 |

(Détail 16) **VARIATION DU CAPITAL DES FONDS**

| | | | |
|---|-------------|-------------|-------------|
| Fondation privée | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Loterie romande | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Total variation du capital des fonds | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

| UOG - AMORTISSEMENTS | | Acquisitions | Amortis- sements 2020 | Valeur résiduelle 2020 | Amortis- sements 2021 | Valeur résiduelle 2021 | Amortis- sements 2022 | Valeur résiduelle 2022 | Amortis- sements 2023 | Valeur résiduelle 2023 | Amortis- sements 2024 | Valeur résiduelle 2024 |
|-------------------------------|---------------|---------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| MATERIEL, MACHINES | | | | | | | | | | | | |
| taux d'amortissement: | 16.7% | | | | | | | | | | | |
| Acquisitions 2010 | 20.0% | 21 353.15 | | | | | | | | | | |
| Acquisitions 2011 | 20.0% | 2 650.00 | | | | | | | | | | |
| TOTAL | | 242 552.05 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| MOBILIER | | | | | | | | | | | | |
| taux d'amortissement: | 16.7% | | | | | | | | | | | |
| Acquisitions 2011 | 25.0% | 3 414.95 | | | | | | | | | | |
| Acquisitions 2012 | 25.0% | 8 475.65 | | | | | | | | | | |
| Acquisitions 2014 | 25.0% | 7 449.25 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Acquisitions 2017 | 25.0% | 9 266.40 | 2 316.60 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| TOTAL | | 357 628.35 | 2 316.60 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| INFORMATIQUE | | | | | | | | | | | | |
| taux d'amortissement: | | | | | | | | | | | | |
| Acquisitions 2020 | 100.0% | 104 672.34 | 104 672.34 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Acquisitions 2021 | 100.0% | 39 327.65 | | | 39 327.65 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Acquisitions 2022 | 25.0% | 12 109.30 | | | | | 3 027.33 | 9 081.98 | 3 027.33 | 6 054.65 | 3 027.33 | 3 027.33 |
| Acquisitions 2024 | 25.0% | 24 917.05 | | | | | | | | | 6 229.26 | 18 687.79 |
| TOTAL | | 795 654.29 | 104 672.34 | 0.00 | 39 327.65 | 0.00 | 3 027.33 | 9 081.98 | 3 027.33 | 6 054.65 | 9 256.59 | 21 715.11 |
| LOGICIELS | | | | | | | | | | | | |
| taux d'amortissement: | | | | | | | | | | | | |
| Acquisitions 2013 | 25.0% | 18 823.00 | | | | | | | | | | |
| Acquisitions 2014 | 25.0% | 86 400.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Acquisitions 2020 | 25.0% | 5 789.95 | 1 447.49 | 4 342.45 | 1 447.49 | 2 894.97 | 1 447.49 | 1 447.48 | 1 447.48 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Acquisitions 2021 | 25.0% | 1 150.30 | | | 287.58 | 862.73 | 287.58 | 575.15 | 287.58 | 287.58 | 287.58 | 0.00 |
| Acquisitions 2021 | 25.0% | 17 207.36 | | | 4 301.84 | 12 905.52 | 4 301.84 | 8 603.68 | 4 301.84 | 4 301.83 | 4 301.83 | 0.00 |
| TOTAL | | 175 273.65 | 1 447.49 | 4 342.45 | 6 036.90 | 16 663.21 | 6 036.90 | 10 626.31 | 6 036.89 | 4 589.41 | 4 589.41 | 0.00 |
| AGENCEMENT CAFETERIA | | | | | | | | | | | | |
| taux d'amortissement: | | | | | | | | | | | | |
| Acquisitions antérieur | 16.7% | 185 136.10 | | | | | | | | | | |
| Subvention spéciale | 16.7% | 68 788.00 | | | | | | | | | | |
| Acquisitions 2000 | 12.5% | 38 162.50 | | | | | | | | | | |
| Acquisitions 2001 | 12.5% | 1 790.00 | | | | | | | | | | |
| Acquisitions 2002 | 12.5% | 0.00 | | | | | | | | | | |
| Acquisitions 2010 | 12.5% | 0.00 | | | | | | | | | | |
| TOTAL | | 247 921.95 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| AUTRES INVESTISSEMENTS | | | | | | | | | | | | |
| taux d'amortissement: | | | | | | | | | | | | |
| Acquisitions 2014 | 25.0% | 31 844.20 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Subvention spéciale 2023 | 100.0% | 190 000.00 | | | | | | | 190 000.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Travaux Voltaire 2023 | 25.0% | 119 040.88 | | | | | | | 29 760.22 | 89 280.66 | 29 760.22 | 59 520.44 |
| TOTAL | | 150 885.08 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 219 760.22 | 89 280.66 | 29 760.22 | 59 520.44 |
| TOTAL DES ACQUISITIONS | | 2 112 906.89 | | | | | | | | | | |
| Valeurs résiduelles | | | 108 436.43 | 4 342.45 | 45 364.55 | 16 663.21 | 9 064.23 | 19 708.28 | 228 824.44 | 99 924.72 | 43 606.22 | 81 235.56 |

Tableau de répartition du bénéfice
UOG - ATTRIBUTION DES RESULTATS DES EXERCICES FINANCIERS - Contrat de prestations 2022 - 2025
Contrat de prestations 2022-2025

| | | Total 2022-2025 | TOTAL 2022 | 2022 * | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|--------------------------|------------------------|----------------------|---------------------------------|-------------------|-------------------|----------------------|
| RESULTAT DE L'EXERCICE | | 207 369.41 | 415 411.79 | 415 411.79 | 415 411.79 | 124 710.13 | (332 752.51) |
| | | | | <small>Demande en cours</small> | | | |
| Perte contrat prestation 2018 - 2021* | * | (245 856.03) | (245 856.03) | (245 856.03) | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Capital libre constitué par année | | (38 486.62) | 169 555.76 | 169 555.76 | 415 411.79 | 124 710.13 | (332 752.51) |
| Part du capital libre restituable à l'Etat selon teneur nouveau Contrat de prestations 2022-2025 | 19% * | (0.00) | 30 520.04 | 30 520.04 | 74 774.12 | 22 447.82 | 0.00 |
| Estimation part du capital libre conservable par l'UOG | | (38 486.62) | 139 035.73 | 139 035.73 | 94 781.64 | 102 262.30 | (332 752.51) |
| Montant cumulé de la part conservable par l'UOG 2022 à 2025 | * | (38 486.62) | 139 035.73 | 139 035.73 | 94 781.64 | 102 262.30 | (332 752.51) |
| <i>Total Selon Bilan pour contrôle</i> | <i>Résultat du bilan</i> | (38 486.62) | 169 555.76 | | 169 555.76 | 124 710.13 | -332 752.51 |

*: demande a été faite à l'Etat de pouvoir récupérer la perte du contrat de prestation 2018-2021 en totalité avant de calculer la part restituable

UNIVERSITE OUVRIERE DE GENEVE
Genève

TABLEAU DE VARIATION DU CAPITAL 2024 - 2023

| | Existant initial | Produits | Dotation | Trf de fonds | Utilisation | Existant final |
|---|---------------------|----------|----------|--------------|----------------------|-------------------|
| <u>Capital de l'organisation</u> | | | | | | |
| Capital de base | 860 000.00 | | | | | 860 000.00 |
| Capital lié | | | | | | |
| - Développement activités UOG | 20 118.00 | | | | | 20 118.00 |
| Capital libre | 294 265.89 | | | | (332 752.51) | (38 486.62) |
| Total capital de l'organisation | 1 174 383.89 | | | | (332 752.51) | 841 631.38 |

UNIVERSITE OUVRIERE DE GENEVE
Genève

TABLEAU DE FINANCEMENT DU 01.01.2024 au 31.12.2024

| FLUX DE TRESORERIE RESULTANT DE L'ACTIVITE D'EXPLOITATION | 2024 | 2023 |
|--|----------------------|----------------------|
| Résultat annuel (avant allocations au capital de l'organisation) | (332 752.51) | 124 710.13 |
| Variation du capital des fonds | 0.00 | 0.00 |
| Amortissements d'immobilisations corporelles | 43 606.22 | 38 824.44 |
| Constitution/(Dissolution) de provisions | 0.00 | 0.00 |
| Diminution/(Augmentation) créances | (71 940.42) | 41 067.96 |
| (Augmentation)/Diminution stocks | 12 313.40 | 6 462.02 |
| Diminution/(Augmentation) compte de régularisation d'actif | 132 145.28 | 144 101.85 |
| Augmentation/(Diminution) dettes provenant de livraisons et services et autres dette à court terme | 168 881.12 | (22 381.92) |
| Augmentation/(Diminution) compte de régularisation de passif | (675 613.78) | 556 492.90 |
| Flux de fonds provenant de l'activité d'exploitation | (723 360.69) | 889 277.38 |
| FLUX DE TRESORERIE RESULTANT DE L'ACTIVITE D'INVESTISSEMENT | | |
| Entrées/(Sorties) de fonds provenant des immobilisations financières | (261.60) | (195.15) |
| Entrées/(Sorties) de fonds provenant des immobilisations corporelles | (24 917.05) | (119 040.88) |
| Flux de trésorerie résultant de l'activité d'investissement | (25 178.65) | (119 236.03) |
| FLUX DE TRESORERIE RESULTANT DE L'ACTIVITE DE FINANCEMENT | | |
| Dons et produits affectés en permanence | 0.00 | 0.00 |
| Dettes financières à long terme | 25 839.17 | (94 590.56) |
| Flux de trésorerie résultant de l'activité de financement | 25 839.17 | (94 590.56) |
| VARIATION DES LIQUIDITES | | |
| (Existant initial) disponibilités (01.01.24) | 1 187 156.92 | 511 706.14 |
| (Existant final) disponibilités (31.12.24) | 464 456.75 | 1 187 156.92 |
| Augmentation/(Diminution) des disponibilités | (722 700.17) | 675 450.78 |